Compte administratif 2022

Rapport de présentation

Conseil Municipal du 4 avril 2023

SOMMAIRE

METHODOLOGIE..... 3

I – SYNTHESE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2022..... 4
I.1 – Résumé du compte administratif 2022 4
I.2 – Présentation synthétique du compte administratif 2022 6

II – EXECUTION DU BUDGET 2022 7
II.1 – Exécution de la section de fonctionnement 7
II.2 – Exécution de la section d'investissement 8
II.3 – Taux d'exécution / réalisation du budget 2022 9

III – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE 10
III.1 – Recettes de fonctionnement 10
III.2 – Dépenses de fonctionnement 17
III.3 – Résultats de fonctionnement 24

IV – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILEE 26
IV.1 – Dépenses d'investissement 26
IV.2 – Financement de l'investissement 32
IV.3 – Résultats d'investissement 37

V – RESULTATS DE CLOTURE ET AFFECTATION AU BUDGET 2023 38
V.1 – Résultats de clôture 38
V.2 – Affectation du résultat 2022 au budget 2023 39

VI – EPARGNES BRUTE ET NETTE 39
VI.1 – L'épargne brute 40
VI.2 – L'épargne nette 40

VII – DETTE DE LA VILLE 41
VII.1 – Encours de dette au 31 décembre 2022 41
VII.2 – La structure de la dette 41
VII.3 – Ratios d'endettement 42

METHODOLOGIE ET DEFINITIONS

Selon l'article L.2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) « le conseil municipal arrête le compte administratif qui lui est annuellement présenté par le Maire ».

Le compte administratif constitue le dernier acte du cycle budgétaire, après le débat sur les orientations budgétaires et le vote du budget primitif. Il doit être présenté et approuvé par l'assemblée délibérante avant le 30 juin suivant l'année à laquelle il se rapporte, puis être transmis au représentant de l'État avant le 15 juillet.

Ce document, qui suit une forme et une maquette officielle à laquelle il n'est pas possible de déroger, dresse le bilan de l'ensemble des dépenses (mandats) et des recettes (titres) effectuées par la collectivité dans chacune des sections (fonctionnement et investissement) sur le dernier exercice budgétaire. Il constitue un arrêté des comptes de l'Ordonnateur, alors que le compte de gestion retrace les comptes tenus par le Comptable.

La présentation de ce compte administratif 2022 répond à des objectifs de transparence et sincérité en fournissant aux membres du conseil municipal les informations financières essentielles permettant :

- de vérifier la réalisation effective du budget 2022, voté le 8 février 2022 et modifié par décision modificative les 4 octobre et 13 décembre 2022, en dépenses comme en recettes, section par section, chapitre par chapitre,

- de constater l'évolution des dépenses et des recettes de la ville au cours des derniers exercices,

- d'appréhender la situation financière de la collectivité au 31 décembre 2022 en présentant la structure du budget, les grands équilibres financiers et l'état de la dette.

I – SYNTHESE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2022

I.1 – Résumé du compte administratif 2022

Si l'année 2020 avait été fortement marquée par la crise sanitaire, y compris du point de vue budgétaire avec des pertes de recettes et des dépenses non réalisées, les exercices 2021 puis 2022 auront été ceux du progressif retour à la normale dans le fonctionnement des services municipaux. En conséquence, les dépenses réelles de fonctionnement ont augmenté (+6,38 %) tout comme les recettes (+5,21%) entre 2021 et 2022.

Cette année 2022 aura également été fortement marquée par la dernière réforme fiscale et la suppression totale de la taxe d'habitation. Cette réforme n'a pas – pour le moment - entravé le dynamisme des recettes fiscales (+4,77%) de la ville qui se poursuit.

Globalement, l'analyse du compte administratif 2022 conforte la municipalité dans ses choix de gestion. La situation financière de la commune est largement assainie et continue de s'améliorer, en témoigne la consolidation de l'épargne. Le remboursement de la dette est couvert par l'épargne. Les équilibres budgétaires sont donc assurés. La municipalité peut ainsi poursuivre ses objectifs : développer le service public de proximité de qualité, renforcer les politiques publiques et investir dans la ville de demain.

Cependant, les marges de manoeuvre pour répondre aux forts besoins d'investissement restent encore limitées et surtout sensibles au moindre choc conjoncturel (réforme fiscale, baisse des dotations, inflation, remontée des taux d'intérêt). Les incertitudes qui pèsent sur le financement des collectivités (perte d'autonomie, réforme fiscale, future contribution au redressement des finances publiques) obligent donc à la prudence.

Les recettes de fonctionnement continuent d'augmenter

Alors qu'un ralentissement de la progression des recettes était attendu en conséquence de la perte de la taxe d'habitation, celles-ci auront augmenté de 3,07 millions d'euros cette année (+5,21%). Le dynamisme des bases fiscales se poursuit, les droits de mutation restent élevés (3,17 millions d'euros) et les produits des services et du domaine dépassent leur niveau d'avant-crise (+0,22 million d'euros). A l'inverse, les dotations perçues (-0,13 million d'euros) et les subventions perçues (-0,19 million d'euros) sont en diminution.

Des dépenses globalement maitrisées

En parallèle, les dépenses réelles de fonctionnement ont également progressé sur l'exercice 2022 avec une augmentation de 3,28 millions d'euros (+6,38%) par rapport à 2021. L'exercice précédent avait encore été marqué par les conséquences de la crise sanitaire : fermeture des équipements (restauration scolaire, centres de loisirs, structures jeunesse), annulation de manifestations ou d'événements habituels. Le retour à la normale du fonctionnement des services municipaux en 2022 est l'une des causes d'augmentation des dépenses de fonctionnement, les autres étant les mesures exogènes qui ont pesé sur les dépenses de personnel (revalorisation du SMIC, augmentation du point d'indice en juillet, GVT, élection).

Les dépenses de fonctionnement sont donc bien maitrisées et continuent d'être pilotées en fonction de la progression des recettes et dans un objectif constant d'amélioration et de développement du service public.

L'amélioration de la situation financière se confirme

Ce compte administratif montre que le redressement financier de la ville se consolide. En 2022, les recettes réelles de fonctionnement (+3,07 millions d'euros) ont augmenté moins fortement que les dépenses (+3,28 millions d'euros). Mais l'épargne brute (6 millions d'euros) reste constante et couvre intégralement le remboursement de la dette (4,21 millions d'euros).

L'épargne nette est positive pour la cinquième année consécutive, il s'agit là d'un élément clé témoignant de la stabilité des finances de la ville.

Une capacité d'investissement stabilisée aux alentours de 10 - 12 millions d'euros

En 2022, la ville a pu investir 12,27 millions d'euros sans alourdir son endettement. L'amélioration des espaces publics (4,44 millions d'euros), des crèches (2,95 millions d'euros), du sport et de la jeunesse (1,07 million d'euros), de la culture (0,94 millions d'euros) et des écoles (0,65 millions d'euros) sont les postes principaux d'investissement. La stabilité de l'épargne a permis de maintenir la capacité d'investissement de la ville dans la fourchette de 10-12 millions d'euros, mais pas de l'augmenter. Ces dépenses ont été financées par les habituelles ressources d'investissement (subventions, FCTVA, taxe d'aménagement) et par la réalisation de 2,57 millions d'euros de cessions sans avoir recours à l'emprunt.

L'endettement a donc diminué en 2022 et a été ramené à 49,63 millions d'euros. A fin 2017 l'endettement était de 69 millions d'euros.

Une situation financière assainie qui doit être préservée.

La situation financière de la ville s'est nettement améliorée ces dernières années. Elle est désormais très saine. Il faut toutefois rester très vigilants. Le programme d'investissement ambitieux lié à la fois à l'adapation des équipements aux besoins de la population, à la rénovation ou eu à l'entretien des bâtiments les plus anciens et aux projets d'aménagement liés à l'arrivée des gares du Grand Paris Express nécessitera de faire progresser notre capacité d'autofinancement, afin de limiter le recours à l'emprunt . De plus, les incertitudes qui pèsent sur le financement futur des collectivités (perte d'autonomie, réforme fiscale, future contribution au redressement des finances publiques) et ses dépenses (inflation, remontée des taux d'intérêt) obligent à la plus grande prudence et à poursuivre une gestion mesurée des deniers publics.

I.2 – Présentation synthétique du compte administratif 2022

EXECUTION DU BUDGET 2022

Dépenses de fonctionnement

Chapitre		Montant
011	Charges à caractère général	10 774 157,49
012	Charges de personnel et assim	29 502 190,05
014	Atténuation de produits	7 202 920,00
65	Charges de gestion courante	4 583 556,00
66	Charges financières	1 431 171,17
67	Charges exceptionnelles	68 774,59
68	Dotations aux provisions semi-budgétaire	1 087 475,61
Dépenses réelles		**54 650 244,91**
042	Opérations d'ordre	4 307 668,03
Dépenses d'ordre		**4 307 668,03**
Dépenses de fonctionnement		**58 957 912,94**

Recettes de fonctionnement

Chapitre		Montant
013	Atténuations de charges	194 241,65
70	Produits services, domaine et ventes div	6 907 379,30
73	Impôts et taxes	45 823 366,64
74	Dotations et participations	4 865 382,07
75	Autres produits de gestion courante	656 168,17
76	Produits financiers	600 900,11
77	Produits exceptionnels	3 048 479,96
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,01
Recettes réelles		**62 095 917,91**
042	Opérations d'ordre	44 582,53
Recettes d'ordre		**44 582,53**
Recettes de fonctionnement		**62 140 500,44**

Dépenses d'investissement

Chapitre		Montant
2.	Dépenses d'équipement "propres"	11 867 808,24
204	Subventions d'équipement versées	404 041,61
10	Dotations, fonds divers et réserves	439,41
16	Emprunts et dettes assimilées	4 208 010,07
27	Autres immobilisations financières	19 528,61
Dépenses réelles		**16 499 827,94**
040	Opérations d'ordre transfert entre sections	44 582,53
041	Opérations patrimoniales	81 667,78
Dépenses d'ordre		**126 250,31**
Dépenses d'investissement		**16 626 078,25**
Restes à réaliser en dépenses		6 144 557,34

Recettes d'investissement

Chapitre		Montant
10	Dot., fonds divers et réserves (hors 1068)	1 413 039,02
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	5 988 990,23
13	Subventions d'investissement	3 216 865,16
16	Emprunts et dettes assimilées (165)	18 550,00
23	Immobilisations en cours	95 717,26
Recettes réelles		**10 733 161,67**
040	Opérations d'ordre transfert entre sections	4 307 668,03
041	Opérations patrimoniales	81 667,78
Recettes d'ordre		**4 389 335,81**
Recettes d'investissement		**15 122 497,48**
Restes à réaliser en recettes		7 814 912,60

RESULTAT DE L'EXERCICE 2022

Dépenses de fonctionnement (a)	58 957 912,94
Recettes de fonctionnement (b)	62 140 500,44
Résultat d'exécution (c=b-a)	**3 182 587,50**
Reprise résultat 2021 reporté (d)	2 367 000,00
Résultat de fonctionnement (e=c+d)	**5 549 587,50**

Dépenses d'investissement (f)	16 626 078,25
Recettes d'investissement (g)	15 122 497,48
Résultat d'exécution (h=g-f)	**- 1 503 580,77**
Reprise résultat 2021 reporté (i)	2 063 226,08
Résultat d'investissement (j=h+i)	**559 645,31**

Résultat de clôture (k=e+j)	**6 109 232,81**
Restes à réaliser en dépenses (l)	6 144 557,34
Restes à réaliser en recettes (m)	7 814 912,60
Résultat cumulé après RàR (n=k+m-l)	**7 779 588,07**

II – EXECUTION DU BUDGET 2022

II.1 – Exécution de la section de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement

Chapitre		Budget	CA	Tx Exé %
011	Charges à caractère général	11 974 039,00	10 774 157,49	90%
012	Charges de personnel et assim	29 880 000,00	29 502 190,05	99%
014	Atténuation de produits	7 226 844,00	7 202 920,00	100%
65	Charges de gestion courante	4 955 809,00	4 583 556,00	92%
66	Charges financières	1 460 000,00	1 431 171,17	98%
67	Charges exceptionnelles	143 200,00	68 774,59	48%
68	Dotations aux provisions semi-budgétaire	1 087 500,00	1 087 475,61	100%
022	Dépenses imprévues	617 000,00		0%
Dépenses réelles		**57 344 392,00**	**54 650 244,91**	**95%**
042	*Opérations d'ordre*	*1 848 900,00*	*1 719 225,03*	*93%*
042	*Cessions d'immobilisations**		*2 588 443,00*	
Dépenses d'ordre		***1 848 900,00***	***4 307 668,03***	**-**
Virement à la section d'investissement		***2 760 900,00***		**-**
Dépenses de fonctionnement		**61 954 192,00**	**58 957 912,94**	**95%**

Recettes de fonctionnement

Chapitre		Budget	CA	Tx Exé %
013	Atténuations de charges	181 500,00	194 241,65	107%
70	Produits services, domaine et ventes div	6 952 200,00	6 907 379,30	99%
73	Impôts et taxes	45 531 538,00	45 823 366,64	101%
74	Dotations et participations	5 155 823,00	4 865 382,07	94%
75	Autres produits de gestion courante	667 080,00	656 168,17	98%
76	Produits financiers	600 901,00	600 900,11	100%
77	Produits exceptionnels	476 050,00	482 593,28	101%
775	Cessions d'immobilisations		2 565 886,68	
78	Reprise sur amortissements et provisions		0,01	
Recettes réelles		**59 565 092,00**	**62 095 917,91**	
Recettes réelles hors cessions*		**59 565 092,00**	**59 530 031,23**	**100%**
042	*Opérations d'ordre*	*22 100,00*	*22 026,21*	100%
042	*Cessions d'immobilisations**		22 556,32	
Recettes d'ordre		**22 100,00**	**44 582,53**	
Résultat 2021 reporté		**2 367 000,00**		
Recettes de fonctionnement		**61 954 192,00**	**62 140 500,44**	**100%**

**Les cessions d'immobilisations sont inscrites au Budget en section d'investissement (chapitre 024) mais sont exécutées en section de fonctionnement par un titre émis au compte 775. Elles sont ensuite rebasculées en section d'investissement par le biais des mouvements d'ordre (chapitre 042 et 040), ce qui complexifie la lisibilité de l'exécution budgétaire.*

Malgré ce mécanisme comptable complexe, elles constituent bien une recette d'investissement.

II.2 – Exécution de la section d'investissement

Dépenses d'investissement

Chapitre		Budget	CA	Tx Exé %	Restes à réaliser	Tx RàR %
20	Immobilisations incorporelles	1 120 268,07	287 110,23	26%	637 295,65	57%
204	Subventions d'équipement versées	769 033,33	404 041,61	53%	40 047,93	5%
21	Immobilisations corporelles	5 361 163,95	2 313 645,36	43%	1 640 434,10	31%
23	Immobilisations en cours	809 207,76	365 123,48	45%	250 549,67	31%
	Opérations d'équipement	14 515 318,58	8 901 929,17	61%	3 576 229,99	25%
Dépenses d'équipement		**22 574 991,69**	**12 271 849,85**	**54%**	**6 144 557,34**	**27%**
10	Dotations, fonds divers et réserves	360 000,00	439,41	0%		
16	Emprunts et dettes assimilées	4 225 100,00	4 208 010,07	100%		
27	Autres immobilisations financières	20 000,00	19 528,61	98%		
020	Dépenses imprévues	288 460,00		0%		
Dépenses financières		**4 893 560,00**	**4 227 978,09**	**86%**	**-**	**0%**
Dépenses réelles d'investissement		**27 468 551,69**	**16 499 827,94**	**60%**	**6 144 557,34**	**22%**
040	*Opérations d'ordre transfert entre sections*	*22 100,00*	*22 026,21*	*100%*		
040	*Cessions d'immobilisations**		*22 556,32*			
041	*Opérations patrimoniales*	*850 000,00*	*81 667,78*	*10%*		
Dépenses d'ordre d'investissement		***872 100,00***	***126 250,31***	***14%***	***-***	***0%***
Dépenses d'investissement		**28 340 651,69**	**16 626 078,25**	**59%**	**6 144 557,34**	**22%**

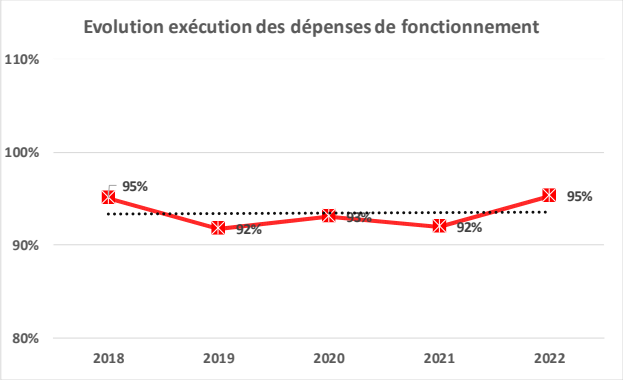
Recettes d'investissement

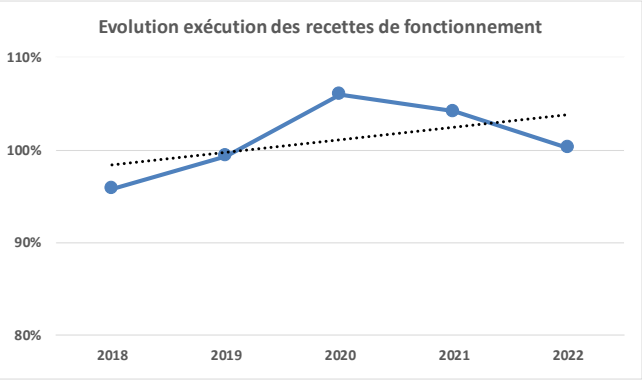
Chapitre		Budget	CA	Tx Exé %	Restes à réaliser	Tx RàR %
13	Subventions d'investissement	11 098 635,38	3 216 865,16	29%	7 814 912,60	70%
23	Immobilisations en cours		95 717,26			
Recettes d'équipement		**11 098 635,38**	**3 312 582,42**	**30%**	**7 814 912,60**	**70%**
10	Dot., fonds divers et réserves (hors 1068)	1 550 000,00	1 413 039,02	91%		
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	5 988 990,23	5 988 990,23	100%		
165	Dépôts et cautionnements reçus	20 000,00	18 550,00	93%		
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 160 000,00				
Recettes financières		**9 718 990,23**	**7 420 579,25**	**76%**	**-**	**0%**
Recettes réelles d'investissement		**20 817 625,61**	**10 733 161,67**	**52%**	**7 814 912,60**	**38%**
040	*Amortissements*	*1 848 900,00*	*1 719 225,03*	*93%*		
040	*Cessions d'immobilisations**		*2 588 443,00*			
041	*Opérations patrimoniales*	*850 000,00*	*81 667,78*	*10%*		
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 760 900,00*				
Recettes d'ordre d'investissement		***5 459 800,00***	***4 389 335,81***	***80%***	***-***	***0%***
Résultat 2021 reporté		**2 063 226,08**				
Recettes d'investissement		**28 340 651,69**	**15 122 497,48**	**53%**	**7 814 912,60**	**28%**

II.3 – Taux d'exécution / réalisation du budget 2022

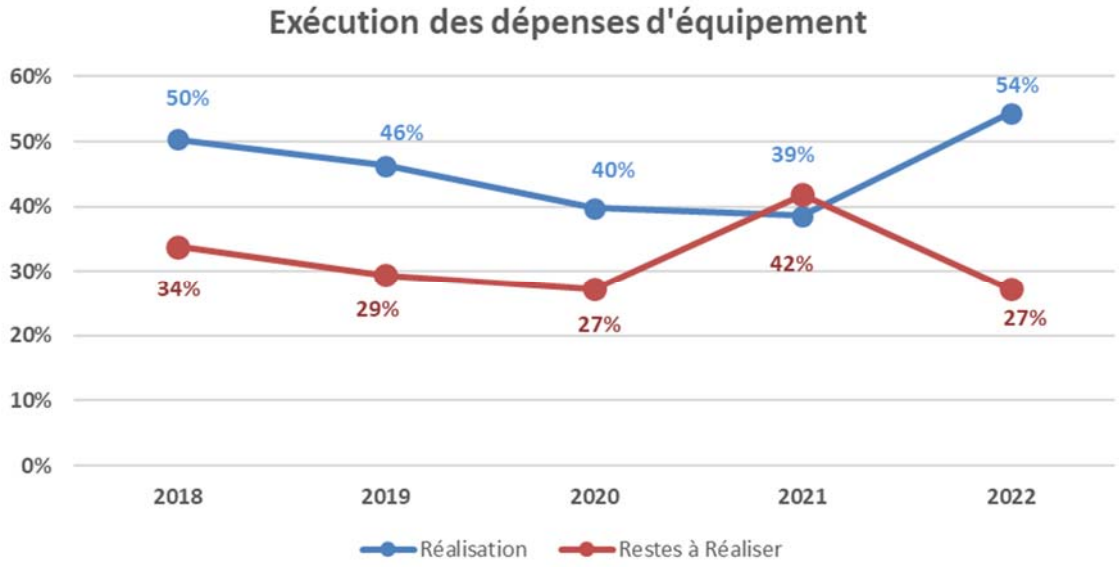
En 2022, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 95 %. Malgré la progression affichée par rapport à 2019 (92%), les dépenses de fonctionnement sont maitrisées. Sur les sept dernières années, la dépense moyenne est de 52,06 millions d'euros.

Les recettes réelles de fonctionnement ont été réalisées à hauteur de 104% en 2022 (hors produits de cession des immobilisations (2,57 millions d'euros), elles affichent un taux de réalisation de 100%). Ce taux de réalisation supérieur à 100% également en 2020 et 2021, peut s'analyser comme la conséquence d'un manque de fiabilité des bases fiscales notifiées par les services fiscaux en début d'année. C'est également la résultante d'un marché immobilier dynamique permettant l'enregistrement de droits de mutation. Depuis 2016, ces derniers représentent en moyenne 3,44 millions d'euros.





En section d'investissement, les dépenses d'équipement ont été réalisées à 54% alors que 27% des crédits figurent en restes à réaliser et seront reportés à l'exercice 2023. Au total 18,42 millions d'euros ont été mobilisés en 2022 sur les 22,57 millions d'euros de prévision soit 82% des crédits ouverts.



Entre 2018 et 2022, la commune a investit plus de 87 millions d'euros dans des équipements publics (Ecoles, crèches, gymnase, espaces verts, voirie…). En moyenne, plus de trois quarts des prévisions ont été mobilisées.

III – SECTION DE FONCTIONNEMENT – présentation détaillée

En section de fonctionnement, l'exécution des crédits présentée ci-après, comprend l'ensemble des mandats de paiement et des titres de recettes émis au cours de l'exercice 2022. Les rattachements de charges et de produits sont donc intégrés.

III.1 – Recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement constatées au compte administratif 2022 sont arrêtées à 62,14 millions d'euros dont 62,10 millions d'euros de recettes réelles et 0,04 million d'euros de recettes d'ordre.

3.1.1 – Présentation générale

PRESENTATION COMPTABLE

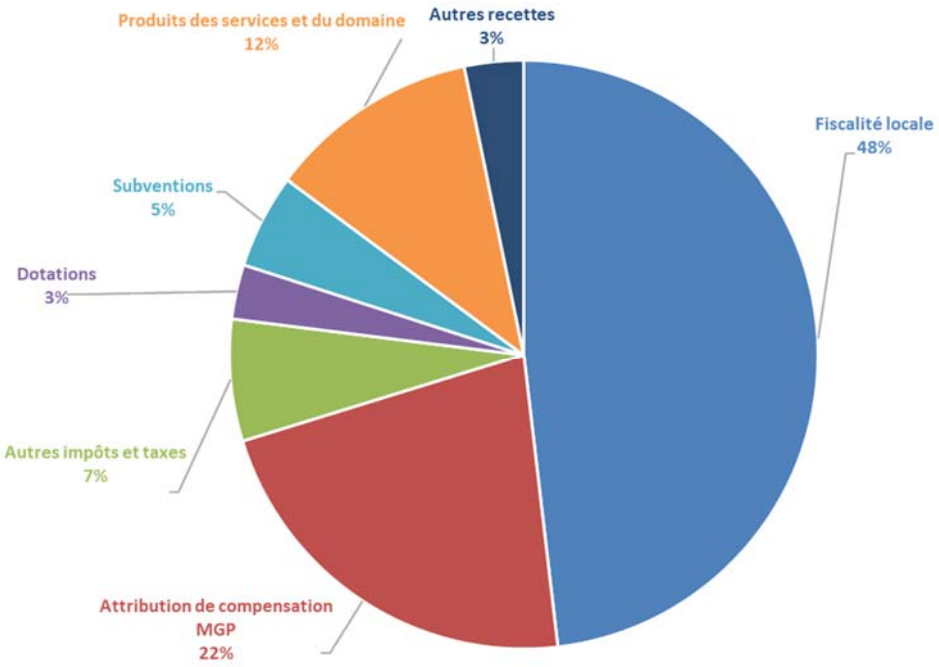
		2018	2019	2020	2021	2022
013	Atténuations de charges	37 530	65 502	100 901	104 735	194 242
70	Produits des services	6 297 613	6 682 424	5 273 801	5 826 141	6 907 379
73	Impôts et taxes	40 191 950	45 654 997	42 753 718	44 633 703	45 823 367
74	Dotations et participations	6 324 200	5 204 309	6 472 921	5 188 843	4 865 382
75	Autres produits de gestion courante	756 498	719 614	739 304	716 047	656 168
Recettes réelles de gestion courante		**53 607 791**	**58 326 846**	**55 340 644**	**56 469 469**	**58 446 538**
76	Produits financiers	600 900	600 900	600 900	600 900	600 900
77	Produits exceptionnels	286 758	158 365	349 224	297 832	482 593
775	Cessions d'immobilisations	1 900 236	277 138	621 000	1 606 543	2 565 887
78	Reprise sur amortissements et provisions	18 364	25 730	89 407	47 288	0
Recettes réelles		**56 414 048**	**59 388 979**	**57 001 175**	**59 022 032**	**62 095 918**
042	*Opérations d'ordre*			*22 026*	*22 026*	*22 026*
042	*Cessions d'immobilisations**		3 599		5 358	22 556
043	*Opérations d'ordre à l'interieur de la section*					
Recettes d'ordre		**-**	**3 599**	**22 026**	**27 384**	**44 583**
Recettes de fonctionnement		**56 414 048**	**59 392 579**	**57 023 202**	**59 049 416**	**62 140 500**
Recettes réelles hors cessions et TEOM en 2016-17*		**54 513 812**	**59 111 841**	**56 380 175**	**57 415 488**	**59 530 031**
Evolution		**-2,89%**	**8,43%**	**-4,62%**	**1,84%**	**3,68%**

PRESENTATION RETRAITEE

	2018	2019	2020	2021	2022
Fiscalité locale	23 529 697	24 907 709	26 021 320	27 357 478	28 663 550
Attribution de compensation MGP	13 154 922	13 148 983	13 148 983	13 148 983	13 148 983
Autres impôts et taxes	3 507 331	7 598 305	3 583 415	4 127 242	4 010 834
Dotations	2 720 463	2 577 368	2 480 482	1 913 759	1 782 365
Subventions	3 603 737	2 626 941	3 992 439	3 275 084	3 083 017
Produits des services et du domaine	6 297 613	6 682 424	5 273 801	5 826 141	6 907 379
Autres recettes	1 700 050	1 570 111	1 879 736	1 766 802	1 933 903
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**54 513 812**	**59 111 841**	**56 380 175**	**57 415 488**	**59 530 031**
(hors cessions & TEOM en 2016 et 2017)	-2,89%	8,43%	-4,62%	1,84%	3,68%

Hors produits des cessions d'immobilisations, les recettes réelles perçues en 2022 sont de 59,53 millions d'euros soit une progression de +3,68% par rapport à l'exercice précédent.

Répartition des recettes réelles de fonctionnement
(Hors produits de cession)



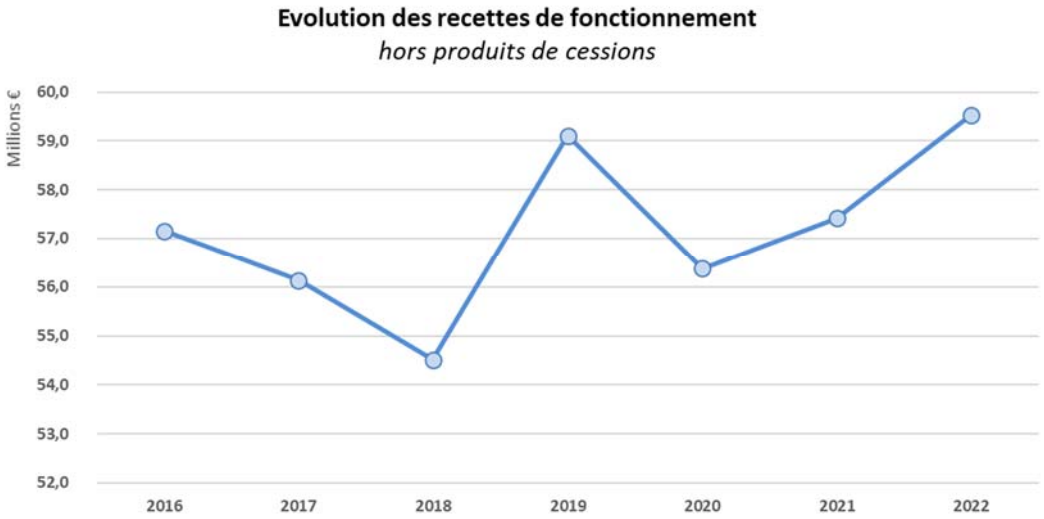
La fiscalité locale est la principale recette de la section de fonctionnement (46%). Son produit est en progression par rapport à 2021 de +4,77%.

L'attribution de compensation reversée par la MGP (22%) est figée depuis 2016, date de la création de la Métropole, alors que les dotations (3%) sont en constante diminution. Les subventions (5%) quant à elles, varient en fonction de la réalité du terrain, notamment celles versées par la CAF pour les crèches.

Les produits des services et du domaine représentent 12% des recettes de la section.

3.1.2 – Evolution des recettes de fonctionnement

Depuis 2016, le budget communal a enregistré en moyenne 58 millions d'euros de recettes réelles de fonctionnement, essentiellement portées par le dynamisme de la fiscalité et le produit des services et du domaine.



En 2022, les recettes de fonctionnement (hors produits de cessions) ont augmenté de 3,68% soit 2,11 millions d'euros de plus qu'en 2021.

Malgré la suppression de la taxe d'habitation, les produits fiscaux ont fortement augmenté (+1,31 million d'euros), alors que les droits de mutation se sont situés à un niveau élevé (3,17 millions d'euros). Les dotations perçues poursuivent leur diminution (-0,13 million d'euros).

Les produits des services et du domaine, particulièrement touchés par les différents confinements et ruptures d'activité en 2020 et 2021, ont dépassé leur niveau d'avant crise (+1,08 millions d'euros). Les subventions perçues baissent légèrement (-0,19 million d'euros).

3.1.3 – La fiscalité locale

Principale ressource de la ville (48% de ces recettes de fonctionnement en 2022), les produits de la fiscalité locale ont fortement augmenté ces trois dernières années (+1,25 million d'euros en moyenne par an, +5,03%) grâce à la variation physique des bases fiscales, conséquence de l'attractivité de Bois-Colombes et de l'évolution de la population.

Malgré la suppression de la taxe d'habitation, cette évolution s'est maintenue en 2022 (+1,31 million d'euros, +3,22%).

	2018	2019	2020	2021	2022
Taxe d'habitation (TH)	13 593 910	14 619 976	15 534 328	1 249 428	1 045 345
Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)	9 766 749	10 160 989	10 366 281	15 430 452	16 462 033
Effet du coefficient correcteur				10 578 224	11 071 491
Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB)	19 752	18 287	20 358	16 689	18 820
Compensations fiscales (ACM)	13 154 922	13 148 983	13 148 983	13 148 983	13 148 983
Rôles supplémentaires	149 286	108 457	100 353	82 685	65 861
FISCALITE LOCALE	**36 684 619**	**38 056 692**	**39 170 303**	**40 506 461**	**41 812 533**
	1,49%	3,74%	2,93%	3,41%	3,22%

En 2022, la ville a perçu 28,60 millions d'euros au titre des produits de fiscalité locale.

La ville a également perçu en 2022 la somme de 65 861,00 euros de rôles supplémentaires.

3.1.4 – Les autres impôts et taxes

Les autres impôts et taxes sont principalement composés des droits de mutation (DMTO), de la taxe sur la consommation finale d'électricité, des droits de place des marchés, de la taxe de séjour et de la taxe sur la publicité extérieure (TLPE).

Ces recettes sont en hausse depuis 2018 principalement sous l'effet du dynamisme observé sur les droits de mutation.

	2018	2019	2020	2021	2022
Droits de place (Marchés)	337 491	338 876	229 107	334 810	330 776
Taxe sur l'électricité	397 695	394 467	423 654	399 426	431 874
Taxes de séjour	75 702	104 251	46 957	19 019	65 074
Taxe locale sur la publicité	2 976	6 233	-	2 543	8 242
Droits de mutation (DMTO)	2 693 467	6 754 479	2 883 697	3 371 444	3 174 867
AUTRES IMPOTS ET TAXES	**3 507 331**	**7 598 305**	**3 583 415**	**4 127 242**	**4 010 834**

Les droits de mutation s'appliquent sur le prix de vente de toute cession immobilière réalisée sur le territoire communal. En 2022, la ville a perçu 3,17 millions d'euros de droits de mutation.

La forte progression des droits de mutation observée ces dernières années confirme le dynamisme économique et l'attractivité du territoire bois-colombien.

Le produit perçu sur la taxe sur l'électricité apparait relativement stable aux alentours de 0,4 million d'euros par an. L'évolution du produit de taxe de séjour témoigne de la reprise après les fortes baisses enregistrées successivement en 2020 et 2021. Les droits de place des marchés restent stables au alentour de 0,32 million d'euros par an.

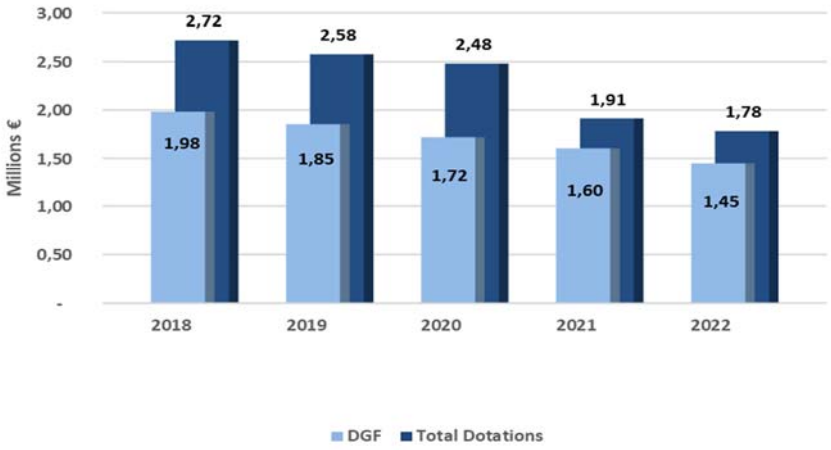
3.1.5 – Les dotations

Globalement, la ville a perçu en 2022 au titre des dotations 1,78 million d'euros. Ces produits sont en baisse de -6,87% par rapport à 2021.

	2018	2019	2020	2021	2022
Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)	1 983 695	1 854 828	1 719 218	1 604 956	1 449 740
Dotation Générale de Décentralisation (DGD)	162 858	162 858	162 858	163 032	163 032
Fonds départemental de péréquation t.p.	147 925	85 615	83 391	83 106	83 872
Etat-compensations fiscales	399 744	433 398	476 830	30 699	33 801
Dotation de recensement	5 531	5 362	5 345	-	5 345
Dotation pour les titres sécurisés	20 710	35 307	32 840	31 967	46 575
TOTAL DOTATIONS	**2 720 463**	**2 577 368**	**2 480 482**	**1 913 759**	**1 782 365**

Entre 2012 et 2017, les dotations de l'État envers les collectivités ont fortement diminué. Cette baisse s'est même accentuée en 2014 avec la mise en place d'une contribution au redressement des comptes publics directement prélevée sur la dotation globale de

fonctionnement versée annuellement aux collectivités. Depuis 2018, l'enveloppe globale de dotations aux collectivités est gelée. Mais pour Bois-Colombes, la dotation poursuit sa baisse avec une perte moyenne d'environ 100 k€ par an.



Parmi les autres dotations perçues en 2022, on peut citer la dotation générale de décentralisation des services communaux d'hygiène et de santé (163 032 euros), la dotation relative à l'émission de titres sécurisés (46 675 euros), le départemental de péréquation de la taxe professionnelle (83 872 euros), la dotation de recensement (5 345 euros) ou encore les compensations fiscales versées par l'Etat lors d'exonérations accordées par ce dernier (33 801 euros).

3.1.6 – Les subventions

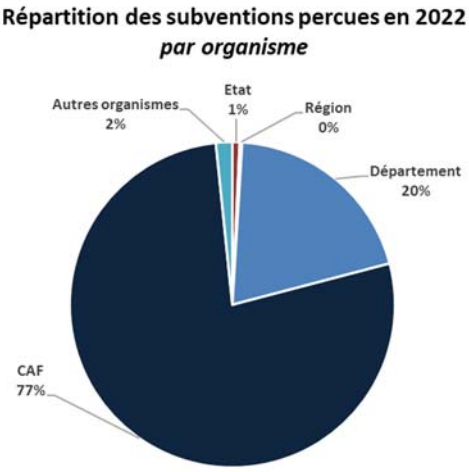
Au cours de l'exercice 2022, Bois-Colombes a perçu 3,08 millions d'euros de subventions de fonctionnement. En 2020, la ville a perçu plus de 0,58 million d'euros d'aides «exceptionnelles» pour compenser l'effet de la crise sanitaire de la CAF pour les structures de la petite enfance. Par ailleurs, en 2021, 0,22 million d'euros ont été perçus pour la gestion du centre de vaccination et des dispositifs liés au COVID (masques, gel…). Ces dispositifs « exceptionnels » n'ont pas été reconduits en 2022 malgré le contexte inflationniste que nous connaissons depuis le début de l'année 2022.

	2018	2019	2020	2021	2022
Etat	142 945	15 172	14 321	243 074	22 339
Région	-	7 920	-	16 711	7 544
Département	570 909	588 976	949 893	682 058	614 898
CAF	2 889 781	2 006 404	2 858 028	2 333 143	2 388 094
Autres organismes	103	8 469	170 198	97	50 142
TOTAL SUBVENTIONS	**3 603 737**	**2 626 941**	**3 992 439**	**3 275 084**	**3 083 017**

Le secteur de la petite enfance (crèches) est celui qui a reçu le plus de subventions de fonctionnement en 2022 avec plus de 2,09 millions d'euros. Puis vient celui de l'enfance avec plus de 0,73 million d'euros pour les accueils périscolaires et extrascolaires. Le sport a

également été soutenu à hauteur de 0,11 million d'euros par le Département notamment ainsi que l'enseignement culturel (0,03 million d'euros) et la gérontologie (0,02 million d'euros). Par ailleurs, un solde de 0,04 million d'euros a été versé par l'ARS pour le centre de vaccination.

La CAF est de loin le principal organisme subventionneur (petite enfance, enfance, 2,39 m€) devant le département des Hauts-de-Seine (petite enfance, sport, culture et DAS, 0,61 m€).



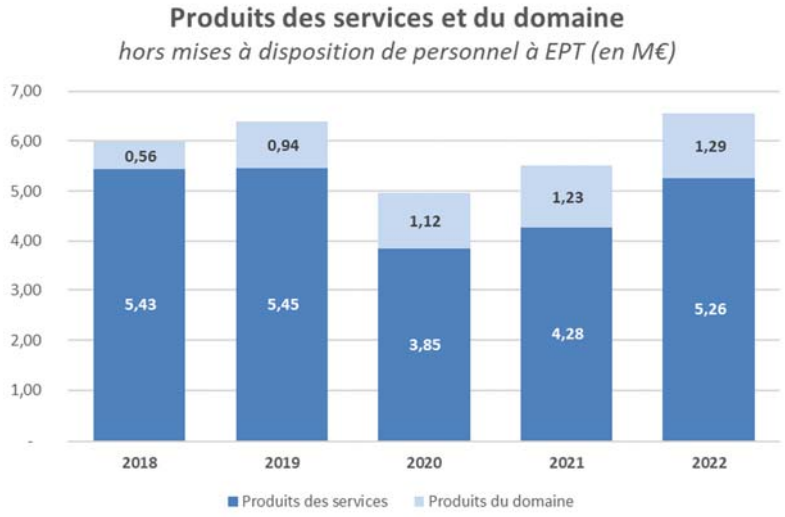
3.1.7 – Les produits des services et du domaine

Particulièrement touchés par la crise sanitaire (-1,41 million d'euros entre 2019 et 2020), les produits des services et du domaine (6,91 millions d'euros en 2022) dépassent leur niveau d'avant crise.

	2018	2019	2020	2021	2022
Redevances et concessions cimetière	21 209	21 020	25 914	28 153	29 473
Droits de stationnement	-	195 385	378 559	491 152	491 033
Forfait Post Stationnement	111 396	226 485	159 650	209 694	211 777
Parking des Aubépines	-	129 160	293 716	262 527	276 313
Occupation du domaine public	428 130	365 950	258 606	235 184	283 591
Produits du domaine	**560 734**	**938 000**	**1 116 445**	**1 226 709**	**1 292 187**
Activités culturelles	430 594	390 995	261 808	197 481	408 883
Activités sportives	8 936	15 853	14 901	1 266	15 071
Petite enfance	1 429 363	1 472 205	951 518	1 105 443	1 263 114
Restauration	1 465 035	1 429 142	1 138 550	1 343 556	1 541 161
Accueils périscolaires	1 147 186	1 110 296	655 619	841 459	1 057 210
ALSH	302 559	285 467	265 886	283 055	358 126
Classes de découverte	60 778	80 174	39 045	6 898	53 311
Jeunesse	86 310	92 192	54 170	63 785	85 067
Autres*	502 686	575 518	472 536	434 614	476 031
Produits des services	**5 433 448**	**5 451 842**	**3 854 033**	**4 277 558**	**5 257 974**
Remboursement de frais / MAD	**303 431**	**292 582**	**303 322**	**321 873**	**357 219**
PRODUITS SERVICES ET DOMAINES	**6 297 613**	**6 682 424**	**5 273 801**	**5 826 141**	**6 907 379**
Total produits hors MAD	**5 994 182**	**6 389 842**	**4 970 479**	**5 504 268**	**6 550 161**

En 2022, les produits des services représentent 76,12 % de ce chapitre (5,26 millions d'euros). Ils progressent de 0,98 million d'euros (+22,92%) par rapport à 2021 en raison notamment de l'augmentation des tarifs de +5% au 1er septembre dernier et de la fréquentation. Malgré une baisse du nombre de berceaux en crèche gérées en régie, du fait des difficultés de recrutement de personnel, les recettes de ce secteur progressent de +14,26%.

Parallèlement, les produits du domaine, qui représente 18,71% de ce chapitre enregistrent eux aussi une progression de +5,34% et affichent une recette de 1,29 million d'euros.



3.1.8 – Les autres produits de fonctionnement

Les autres recettes perçues au cours de l'exercice concernent les revenus du patrimoine loué (0,56 million d'euros), les redevances versées par des concessionnaires (0,75 million d'euros), des produits divers de gestion courante (0,02 million d'euros) ainsi que des « atténuations de charges » (0,19 million d'euros, remboursements de salaires et de charges, indemnités journalières, remboursement des mises à disposition d'agents à certaines associations), des produits dit « exceptionnels » (0,48 million d'euros, mandats d'exercices antérieurs annulés, recouvrements sur produits admis en non-valeur, assurances). Enfin, 0,60 k€ proviennent du fonds de soutien pour la sécurisation des emprunts à risque. Il s'agit de recettes versées en annuité durant 13 ans pour la sécurisation de l'emprunt indexé sur l'EUR/CHF n° MPH277493.

	2018	2019	2020	2021	2022
Atténuation de charges (013)	37 530	65 502	100 901	104 735	194 242
Revenus des immeubles (75)	563 003	612 325	617 432	613 964	558 526
Redevances versées concessionnaires (75)	94 118	94 944	94 662	69 230	74 993
Produits divers de gestion courante (75)	99 376	12 346	27 210	32 853	22 649
Produits financiers (76)	600 900	600 900	600 900	600 900	600 900
Annulations mandats émis sur exercices antérieurs (77)	7 868	345		4 196	416 753
Produits exceptionnels (77)*	278 890	158 020	349 224	293 636	65 840
Reprise sur provisions	18 364	25 730	89 407	47 288	0
TOTAL AUTRES PRODUITS	**1 700 050**	**1 570 111**	**1 879 736**	**1 766 802**	**1 933 903**

3.1.9 – Les recettes d'ordre de fonctionnement

Contrairement aux opérations réelles qui se traduisent par des encaissements ou des décaissements effectifs et ont un impact sur la trésorerie, les opérations d'ordre budgétaires correspondent à des écritures comptables sans flux financiers réels. Ces mouvements sont neutres et sont équilibrées en dépenses et en recettes. Elles peuvent être effectuées au sein d'une même section (comptes de stock ou de patrimoine) ou engendrer des transferts entre la section de fonctionnement et celle d'investissement (amortissements en fonctionnement de dépenses ou de recettes d'investissement).

		2018	2019	2020	2021	2022
042	*Opérations d'ordre*			*22 026*	*22 026*	*22 026,21*
042	*Cessions d'immobilisations**		*3 599*		*5 358*	*22 556,32*
043	*Opérations d'ordre à l'interieur de la section*					
TOTAL RECETTES D'ORDRE		**-**	**3 599**	**22 026**	**27 384**	**44 583**

En 2022, la ville a procédé aux écritures d'ordre de fonctionnement suivantes :

- 22 026,21 euros au titre de l'amortissement de subventions d'investissement (cette recette correspond à une dépense d'investissement du même montant).

- 22 556,32 euros au titre d'écritures comptables relatives aux cessions de patrimoine (ces recettes correspondent à des dépenses d'ordre d'investissement pour le même montant).

III.2 – Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement constatées au compte administratif 2022 sont arrêtées à 58,96 millions d'euros dont 54,65 millions d'euros de dépenses réelles et 4,31 millions d'euros de dépenses d'ordre.

3.2.1 – Présentation générale

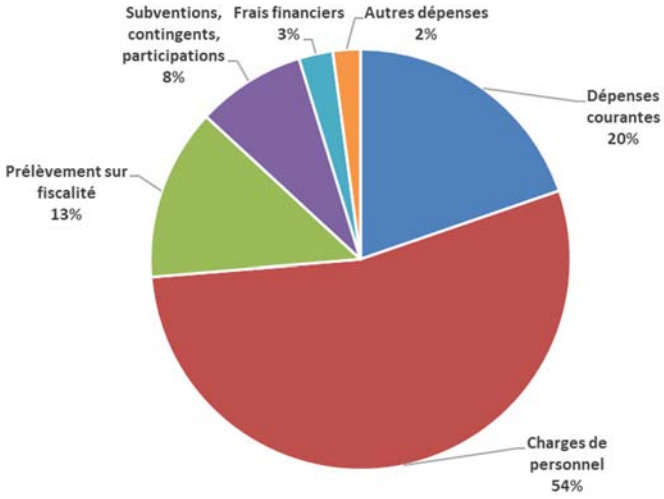
PRESENTATION COMPTABLE

		2018	2019	2020	2021	2022
011	Charges à caractère général	10 025 793	10 381 344	9 524 153	10 063 878	10 774 157
012	Charges de personnel et assim	27 521 376	27 584 951	28 075 373	28 736 244	29 502 190
014	Atténuation de produits	6 814 060	6 522 150	7 169 227	7 362 194	7 202 920
65	Charges de gestion courante	3 372 840	3 473 291	3 429 676	3 357 689	4 583 556
Dépenses de gestion courante		**47 734 070**	**47 961 735**	**48 198 429**	**49 520 005**	**52 062 824**
66	Charges financières	1 891 255	1 810 146	1 696 758	1 574 174	1 431 171
67	Charges exceptionnelles	99 012	62 477	51 779	47 354	68 775
68	Dotations aux provisions semi-budgétaire	56 539	92 519	148 825	231 771	1 087 476
Dépenses réelles de fonctionnement		**49 780 877**	**49 926 878**	**50 095 791**	**51 373 305**	**54 650 245**
042	*Opérations d'ordre*	*1 546 859*	*1 482 560*	*1 789 172*	*1 708 219*	*1 719 225*
042	*Cessions d'immobilisations**	*1 900 236*	*280 737*	*621 000*	*1 611 902*	*2 588 443*
043	*Opérations d'ordre à l'interieur de la section*					
Dépenses d'ordre		***3 447 095***	***1 763 297***	***2 410 172***	***3 320 121***	***4 307 668***
Dépenses de fonctionnement		**53 227 971**	**51 690 175**	**52 505 963**	**54 693 426**	**58 957 913**
Dépenses hors flux EPT (OM)		53 227 971	51 690 175	52 505 963	54 693 426	58 957 913

PRESENTATION RETRAITEE

	2018	2019	2020	2021	2022
Dépenses courantes	10 025 793	10 381 344	9 524 153	10 063 878	10 774 157
Charges de personnel	27 521 376	27 584 951	28 075 373	28 736 244	29 502 190
Prélèvement sur fiscalité	6 814 060	6 522 150	7 169 227	7 362 194	7 202 920
Subventions, contingents, participations	3 372 840	3 473 291	3 429 676	3 357 689	4 583 556
Frais financiers	1 891 255	1 810 146	1 696 758	1 574 174	1 431 171
Autres dépenses	155 551	154 996	200 604	279 125	1 156 250
Dépenses réelles de fonctionnement	**49 780 877**	**49 926 878**	**50 095 791**	**51 373 305**	**54 650 245**

Répartition des dépenses réelles de fonctionnement 2022



Les dépenses de personnel (54%) constituent le principal poste de dépenses de fonctionnement du budget communal devant les dépenses de fonctionnement courant (20%).

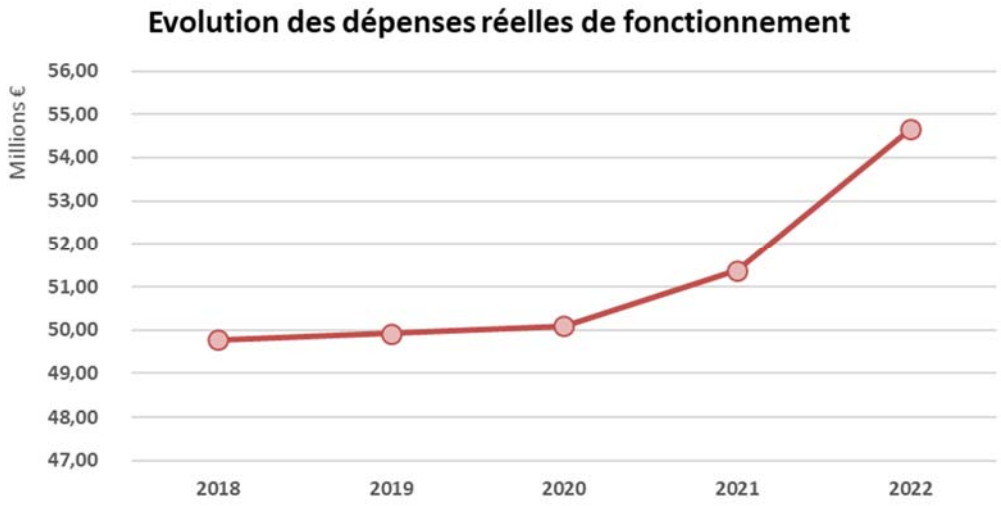
La ville consacre également 13% de son budget au financement de la « péréquation horizontale » et 8% à des versements de subventions, contingents et participations à des organismes extérieurs.

Les frais financiers ont représenté en 2022 seulement 3% des dépenses

3.2.2 – Evolution des dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement se sont élevées à 54,65 millions d'euros en 2022, soit une hausse de 3,28 millions d'euros (+6,38%) par rapport au précédent exercice.

Sur les cinq dernières années, ces dépenses ont augmenté en moyenne de 0,55 million d'euros (+1,09%) en moyenne par an.



L'évolution des dépenses entre 2021 et 2022 peut paraitre élevée mais est en grande partie la conséquence de mesures exogènes (revalorisation du SMIC, Indice de rémunération, GVT) ayant entrainé une augmentation des dépenses de personnel ainsi que du retour à la normale du fonctionnement des services municipaux après des exercices 2020 et 2021 fortement marqués par la crise sanitaire. Par ailleurs, en 2022 l'ajustement des provisions pour contentieux de plus de 1 million d'euros accentue cette évolution. Ces dépenses restent maitrisées en comparaison à 2019, les charges à caractère évoluant en moyenne de 1,2 % par an et les dépenses de personnel de 2,3% par an.

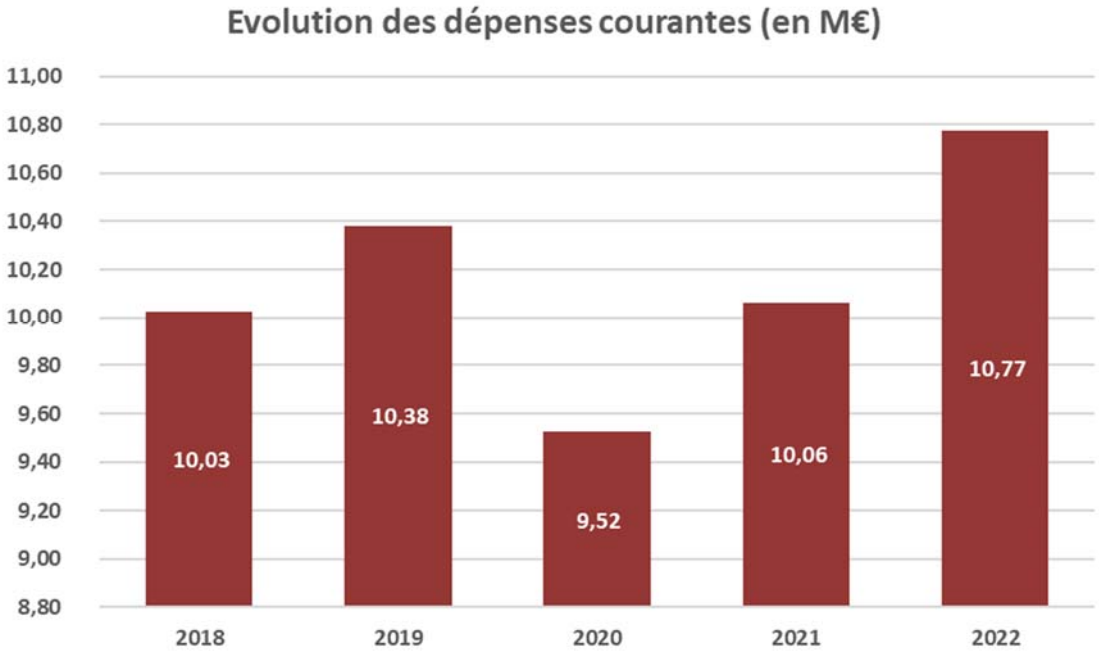
Dans le détail, les principales évolutions en 2022 sont les suivantes :

- Progression des dépenses de personnel (+0,77 million d'euros ; +2,67%)
- Augmentation des dépenses courantes (+0,71 million d'euros ; +7,06%)
- Diminution des frais financiers (-0,14 million d'euros ; -9,08%)
- Stabilisation des subventions, contingents, participations (+36,51%)
- Prélèvement sur fiscalité (-2,16%)
- Autres dépenses (+0,88 million d'euros ; +314,24%)

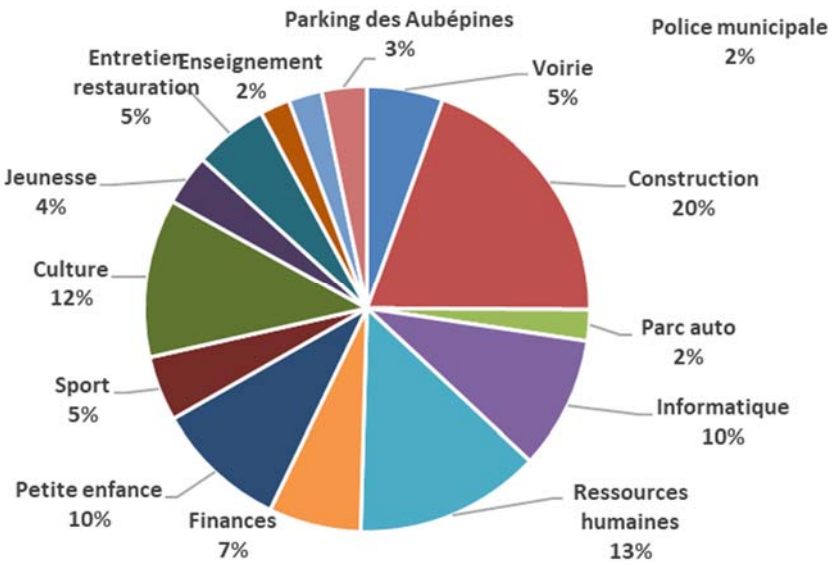
3.2.3 – Les dépenses de fonctionnement courant

Ces dépenses, comptabilisés au chapitre 011 « charges à caractère général », correspondent globalement aux dépenses récurrentes et d'activités des services municipaux, hors frais de personnel.

Les dépenses courantes de fonctionnement, matérialisées par le chapitre 011 - charges à caractère général, comptabilisent les frais de fonctionnement des services municipaux. Celles-ci ont augmenté de 7,06% en 2022 (10,77 millions d'euros) par rapport à 2021 (10,06 millions d'euros) en raison de la reprise d'activités suspendues pour cause de pandémie et la livraison de nouveaux équipements (Elisa Deroche et château des Tourelles notamment).



Toutefois, par rapport aux crédits inscrits en 2022 (11,97 m€), 1,2 m€ de dépenses n'ont pas été réalisées. Il s'agit pour les plus significatifs :



Grâce à une situation financière largement assainie, les moyens alloués aux services municipaux progressent, tout en restant maitrisées (restauration scolaire, propreté urbaine, voirie, entretien du patrimoine, sécurité). Les charges liées aux équipements nouveaux ont été absorbées (Elisa Deroche, A tire d'aile, Château des Tourelles…), ainsi que celles liées aux augmentations de prix.

	2018	2019	2020	2021	2022
Prestations de service	2 258 760	2 195 821	1 541 772	1 805 183	2 087 075
Energie (eau, électricité, chauffage…)	1 496 772	1 485 070	1 303 994	1 344 420	1 394 505
Achats et fournitures	874 676	857 817	934 564	985 503	934 836
Maintenance, entretien, réparation, location	3 312 256	3 726 333	3 895 842	3 800 124	4 163 839
Autres services extérieurs	1 966 546	1 984 851	1 647 766	2 003 852	2 023 102
Impôts taxes et versements assimilés	116 782	131 452	200 216	124 796	170 800
Dépenses courantes	**10 025 793**	**10 381 344**	**9 524 153**	**10 063 878**	**10 774 157**

Les principales évolutions 2021-2022 concernent :

- L'entretien des bâtiments municipaux (contrats de maintenance et d'entretien) afin de renforcer la sécurité, la prévention et mieux répondre aux normes et exigences réglementaires (+363 700 euros).

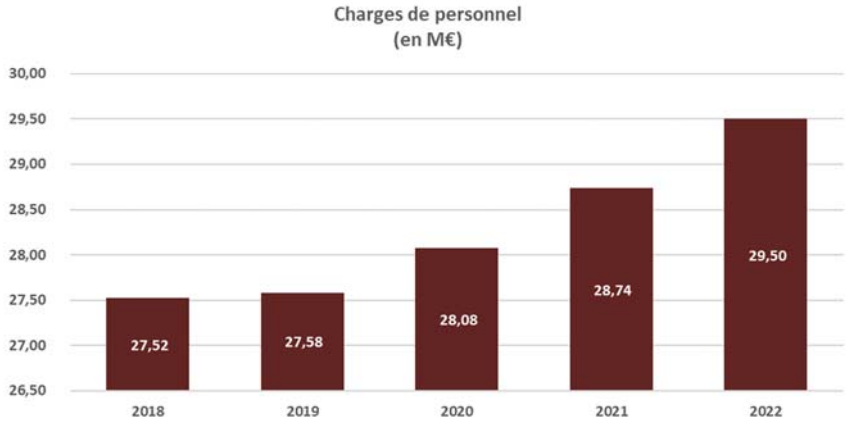
- L'évolution des prix des prestations de service telles que la livraison des repas servis à la restauration scolaire, au restaurant municipal et dans les crèches (+281 900 euros).

- l'augmentation des prix des énergies que sont le gaz, l'électricité, le fioul et les carburants n'impacte le budget 2022 que faiblement (+50 100 euros) du fait d'une baisse des consommations.

3.2.4 – Les dépenses de personnel

Les dépenses de personnel ont représenté en 2022 une dépense de 29,50 millions d'euros et sont en progression par rapport à 2021 (+0,77 millions d'euros ; +2,67%). Elles constituent 53,98% des dépenses réelles de fonctionnement.

Depuis 2016, ces dépenses sont maitrisées et fluctuent en fonction d'éléments conjoncturels (PPCR, GVT, revalorisation du SMIC et du point d'indice, élections) et de variation de périmètre (adhésion à l'assurance chômage, …).



La progression, contenue à 2,67% des charges de personnel en 2022 par rapport à 2021, trouve grandement son origine dans Les évolutions règlementaires exogènes, comme la revalorisation du SMIC, intervenue à plusieurs reprises en 2022, la prime inflation, ou encore le dégel de la valeur du point d'indice en juillet 2022. Ces dernières ont généré une augmentation de la masse salariale de quasiment 512.000 €.

En 2021, la ville a fait le choix d'adhérer à l'assurance chômage. Anciennement en auto-assurance, elle indemnise en moyenne 25 agents mensuellement pour 103 dossiers actifs. La dépense engendrée par le versement des allocations perte emploi en 2022 s'élèvera à 290 K€, auxquels s'ajouteront 210 K€ de cotisations UNEDIC. Cette dépense globale est constante mais elle sera amenée à baisser dans les années à venir.

A noter que les années 2020 et 2021, perturbées par le COVID avaient généré des économies de personnel du fait de l'annulation d'événements mais également de nouvelles dépenses liées à l'application de mesures sanitaires. L'année 2022 a permis de retrouver une activité quasi normale.

3.2.5 – Les subventions, contingents et participations

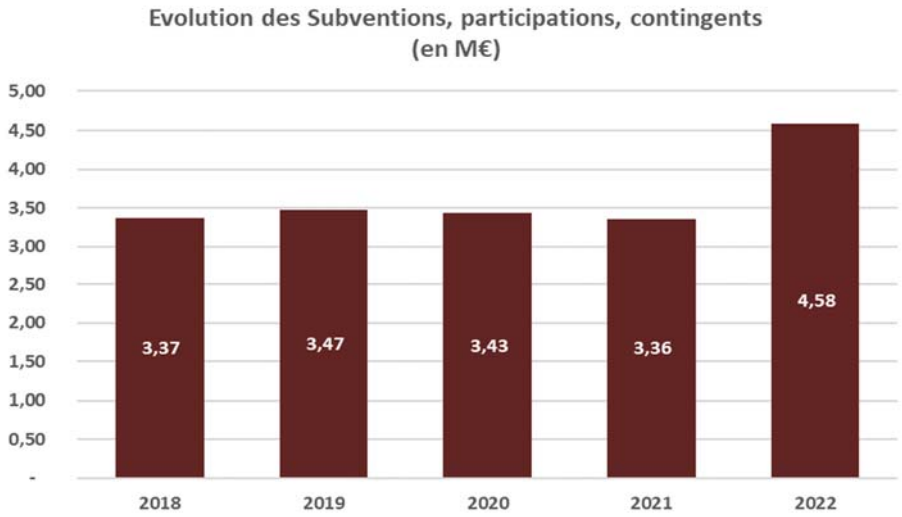
Ces dépenses, regroupées au chapitre 65 « autres charges de gestion courante » concernent à la fois les subventions versées aux associations, au CCAS ; les contributions obligatoires à la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris (BSPP) et aux organismes de regroupements (Autolib, Vélib, SIFUREP…) ; les indemnités versées aux élus ainsi que la contribution à l'établissement public territorial Boucle Nord de Seine.

Le montant total des subventions, contingents et participations versées en 2022 a atteint 4,28 millions d'euros. La forte évolution constatée entre 2021 et 2022 (0,92 million d'euros) provient essentiellement des opérations liées à la clôture de la DSP du centre aquatique avec NAUTELYO (0,61 million d'euros) et la mise en œuvre de celle attribuée à PRESTALIS (1,09 million d'euros) ainsi que la nouvelle DSP de la crèche A petits pas.

	2018	2019	2020	2021	2022
Elus (indemnités, formation…)	317 562	332 235	304 944	318 671	326 901
Subventions aux associations	1 129 572	1 313 219	1 213 380	1 073 437	971 759
Subvention au CCAS	264 000	234 000	277 000	324 000	360 000
Contribution à la BSPP	499 800	445 741	490 000	524 038	496 917
DSP Centre Aquatique	924 134	940 279	933 954	944 085	1 697 236
DSP Crèche A petits pas	-	-	-	-	190 851
FCCT Boucle Nord de Seine	-	52 127	-	-	307 126
Autres	237 772	155 689	210 399	173 459	232 766
Subventions, participations, contingents	**3 372 840**	**3 473 291**	**3 429 676**	**3 357 689**	**4 583 556**

La participation obligatoire à la BSPP a légèrement baissé passant de 0,52 million d'euros en 2021 à 0,50 million d'euros en 2022. La subvention au CCAS (0,32 à 0,36 million d'euros) a été revue à la hausse pour 0,04 million d'euros. Les subventions aux associations sont en recul de 0,10 million d'euros.

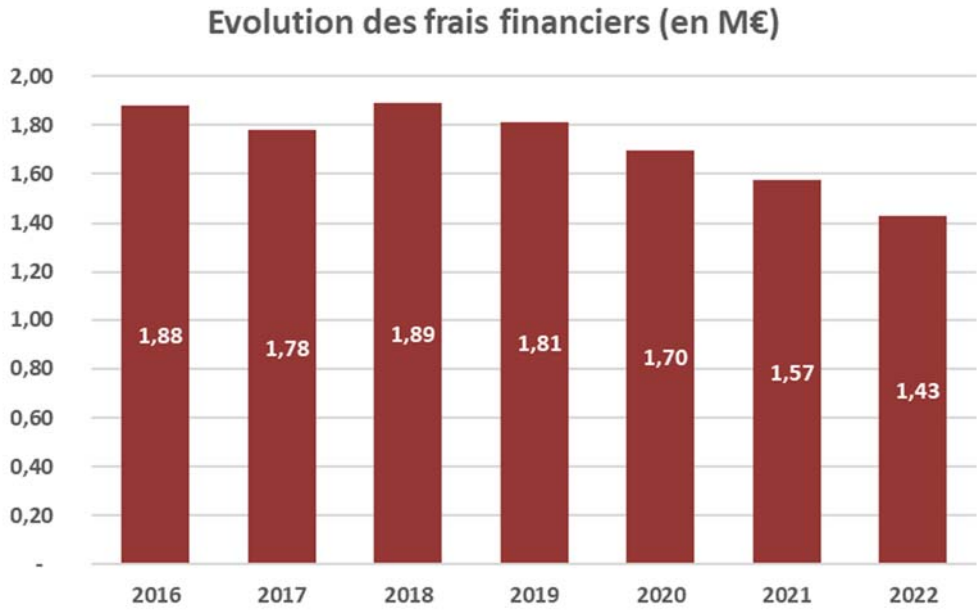
Depuis l'instauration de la Métropole du Grand Paris le 1er janvier 2016 et l'instauration des Etablissements Publics Territoriaux, ces derniers sont financés en grande partie par leurs communes membres par le biais du FCCT (fonds de compensation des charges transférées). En 2022, ce dernier représentait 307 126 euros. Il permet de financer les charges des compétences transférées par la commune à l'Etablissement Public (Ordures ménagères, aménagement, développement économique, PLU,…).



3.2.6 – Les frais financiers

Du fait de la diminution progressive de l'encours de dette, les charges financières (inscrites au chapitre 66) sont en constante diminution depuis 2018.

En 2022, un montant de 1,43 M€ a été nécessaire pour faire face aux charges financières. 1,42 million d'euros de charges d'intérêts payées au cours de l'exercice et 6 275,64 euros d'intérêts courus non échus au 31 décembre 2022.



3.2.7 – Les autres dépenses de fonctionnement

Ces autres dépenses regroupent les charges comptabilisées aux chapitres 014 « atténuations de produits », 67 « charges exceptionnelles » ou 68 « dotations aux provisions.

	2018	2019	2020	2021	2022
Contribution FNGIR (014)	5 385 744	5 385 744	5 385 744	5 385 744	5 385 744
Contribution FPIC (014)	1 181 658	969 148	935 148	1 276 148	1 276 148
Pénalité SRU (014)	246 658	167 258	782 652	429 268	541 028
Reversement amendes de police (014)	-	-	65 682	271 034	
Annulations de titres émis sur exercices antérieurs (67)	40 152	58 301	49 920	40 412	32 240
Ajustement des provisions pour risques (68)	56 539	92 519	148 825	231 771	1 087 476
Autres dépenses (67)	58 861	4 177	1 860	6 942	36 534
AUTRES DEPENSES	**6 969 611**	**6 677 146**	**7 369 831**	**7 641 319**	**8 359 170**

En 2022, la ville a contribué aux FNGIR et au FPIC à hauteur de 6,66 millions d'euros directement prélevée sur le produit fiscal. La pénalité SRU a été versée pour 0,54 million d'euros. 1,09 million d'euros ont permis d'ajuster la provision pour risque contentieux.

3.2.8 – Les dépenses d'ordre de fonctionnement

Contrairement aux opérations réelles qui se traduisent par des encaissements ou des décaissements effectifs et ont un impact sur la trésorerie, les opérations d'ordre budgétaires correspondent à des écritures comptables sans flux financiers réels. Ces mouvements sont neutres car équilibrées en dépenses et en recettes. Elles peuvent être effectuées au sein d'une même section (comptes de stock ou de patrimoine) ou engendrer des transferts entre la section de fonctionnement et celle d'investissement (amortissements en fonctionnement de dépenses ou de recettes d'investissement).

Les opérations d'ordre constatées en 2022 pour 4,31 million d'euros en dépenses sont la contrepartie des recettes d'ordre de la section d'investissement. Elles enregistrent notamment :

- les écritures comptables liées aux cessions d'immobilisations pour 2,59 millions d'euros. Il s'agit notamment de la vente des propriétés communales situées 5, rue du Général Leclerc pour 0,12 million d'euros, des parcelles de la Zac PLM constituant le lot A1 pour 2,16 millions d'euros, ainsi que des cessions de véhicules pour 15 k€.

- la dotation aux amortissements des immobilisations représente 1,20 million d'euros ;

- les opérations comptables liées au refinancement et à la sécurisation de la dette 0,35 million d'euros.

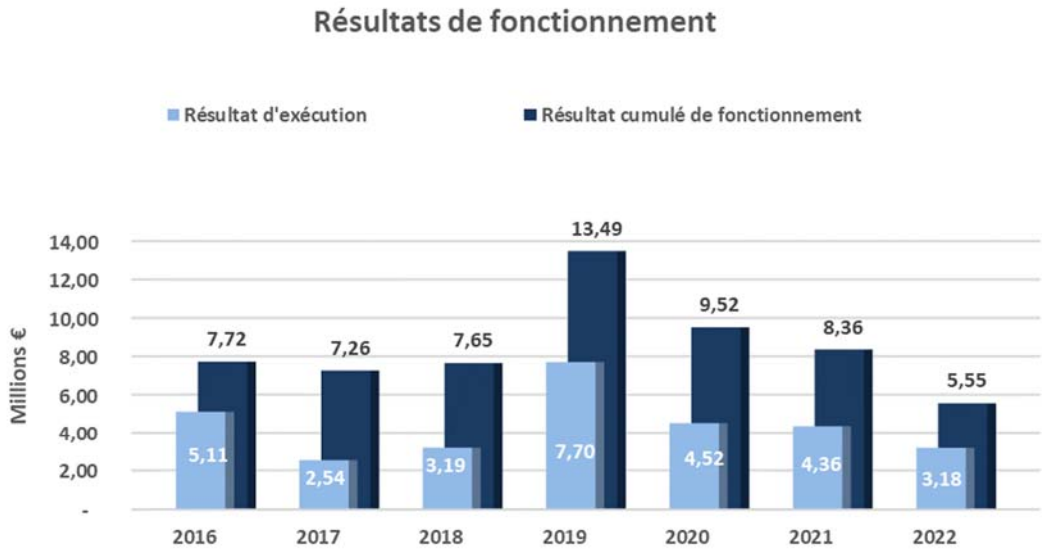
III.3 – Résultats de fonctionnement

L'exercice 2022 a été clôturé avec un excédent fonctionnement de 5,55 millions d'euros, composé du résultat de l'exécution de l'exercice 2022, soit 3,18 millions d'euros, et de la reprise du résultat de fonctionnement 2021 non affecté au financement direct de l'investissement et donc repris en section de fonctionnement, soit 2,37 millions d'euros.

RESULTAT DE FONCTIONNEMENT

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes de fonctionnement	81 753 610	59 144 314	56 414 048	59 392 579	57 023 202	59 049 416	62 140 500
Dépenses de fonctionnement	76 645 442	56 606 173	53 227 971	51 690 175	52 505 963	54 693 426	58 957 913
Résultat d'exécution	**5 108 169**	**2 538 141**	**3 186 077**	**7 702 404**	**4 517 239**	**4 355 990**	**3 182 588**
Résultat n-1 repris	2 612 678	4 720 847	4 458 987	5 788 410	5 000 000	4 000 000	2 367 000
Résultat cumulé de fonctionnement	**7 720 847**	**7 258 987**	**7 645 064**	**13 490 814**	**9 517 239**	**8 355 990**	**5 549 588**

Entre 2016 et 2022, le résultat d'exécution moyen constaté est de 4,37 millions d'euros. Il résulte à la fois de la maîtrise des dépenses de la section et de l'optimisation des ressources et notamment du dynamisme des droits de mutation.



IV – SECTION D'INVESTISSEMENT – présentation détaillée

En section d'investissement l'exécution des crédits, présentée ci-après, comprend l'ensemble des mandats de paiement et des titres de recettes émis au cours de l'exercice concernée : les restes à réaliser en dépenses et en recettes ne sont donc pas intégrés.

IV.1 - Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement constatées au compte administratif 2022 sont arrêtées à 16,63 millions d'euros dont 16,50 millions d'euros de dépenses réelles et 0,13 million d'euros de dépenses d'ordre.

4.1.1 – Présentation générale

		PRESENTATION COMPTABLE				
Chapitre		**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**
20	Immobilisations incorporelles	107 223	224 526	329 420	256 781	287 110
204	Subventions d'équipement versées	65 476	334 365	257 901	408 082	404 042
21	Immobilisations corporelles	1 463 015	2 155 876	2 681 311	3 351 570	2 313 645
23	Immobilisations en cours	200 855	-	-	9 087	365 123
	Opérations d'équipement	11 117 616	7 604 369	3 937 841	4 666 742	8 901 929
Dépenses d'équipement		**12 954 184**	**10 319 136**	**7 206 472**	**8 692 263**	**12 271 850**
10	Dotations, fonds divers et réserves	62 778	1 647			439
16	Emprunts et dettes assimilées	5 014 806	4 490 545	4 301 120	4 238 856	4 208 010
27	Autres immobilisations financières					19 529
Dépenses financières		**5 077 584**	**4 492 192**	**4 301 120**	**4 238 856**	**4 227 978**
Dépenses réelles d'investissement		**18 031 768**	**14 811 328**	**11 507 593**	**12 931 120**	**16 499 828**
040	*Opérations d'ordre transfert entre sections*			*22 026*	*22 026*	*22 026*
040	*Cessions d'immobilisations**		*3 599*		*5 358*	*22 556*
041	*Opérations patrimoniales*		*726 327*	*233 538*	*50 358*	*81 668*
Dépenses d'ordre d'investissement		***-***	***729 926***	***255 564***	***77 743***	***126 250***
Dépenses d'investissement		**18 031 768**	**15 541 254**	**11 763 157**	**13 008 862**	**16 626 078**

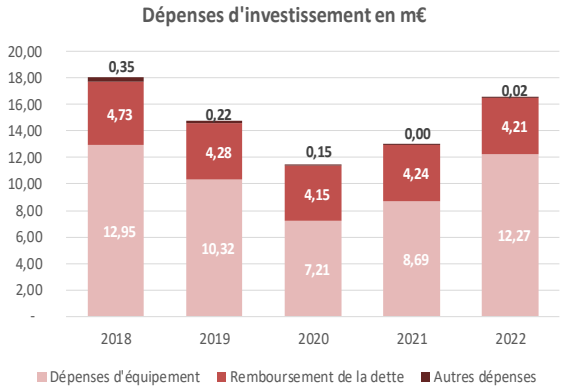
	PRESENTATION RETRAITEE				
	2018	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**
Dépenses d'équipement	12 954 184	10 319 136	7 206 472	8 692 263	12 271 850
Remboursement de la dette	5 011 765	4 488 621	4 296 289	4 237 359	4 205 006
Autres dépenses	65 819	3 571	4 831	1 498	22 972
Dépenses réelles d'investissement	**18 031 768**	**14 811 328**	**11 507 593**	**12 931 120**	**16 499 828**

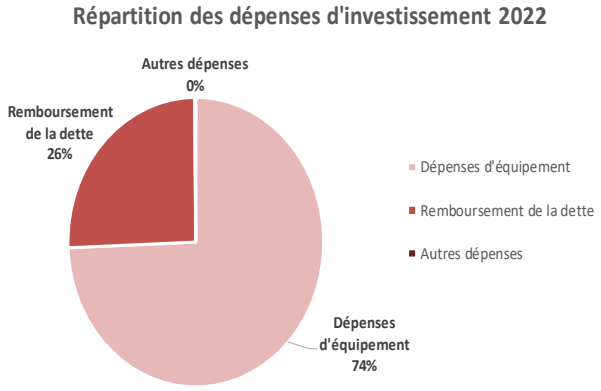
Afin de simplifier la présentation, il est possible de classer les dépenses d'investissement en trois catégories :

- Les dépenses d'équipement qui regroupent toutes les dépenses affectant directement le patrimoine de la collectivité (travaux, acquisition, grosse réparation…) ainsi que les subventions d'équipement versées.

- Le remboursement en capital de la dette.

- Les autres dépenses qui peuvent regrouper d'éventuels remboursements de dotations ou subventions perçues à tort, des prises de participation, des immobilisations financières (dépôts de caution).

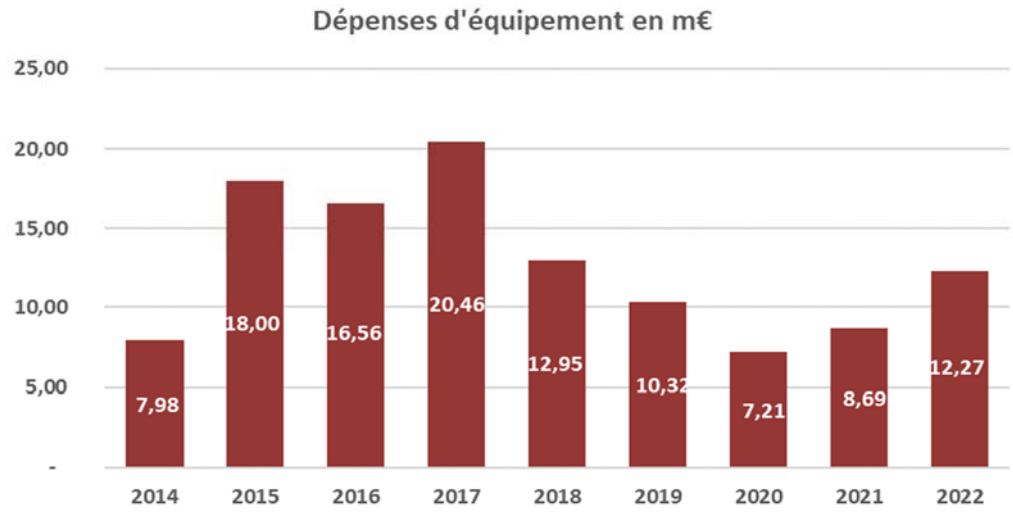




4.1.2 – Les dépenses d'équipement

Les dépenses d'équipement (chapitre 20, 21, 23 et 204) comprennent l'ensemble des dépenses liées à des immobilisations incorporelles (20 – biens immatériels, sans substance physique : études avant travaux, licences, brevets), à des immobilisations corporelles (21 et 23 – actifs physiques : travaux neufs, grosses réparations sur le patrimoine existant, acquisitions de matériel ou mobiliser, etc.) ainsi que les subventions versées à des tiers pour réaliser des investissements.

En 2022, la ville a réalisé des dépenses d'équipement à hauteur de 12,27 millions d'euros, un niveau supérieur à celui des années 2019 à 2021 mais conforme aux ambitions et capacités financières de la Commune.

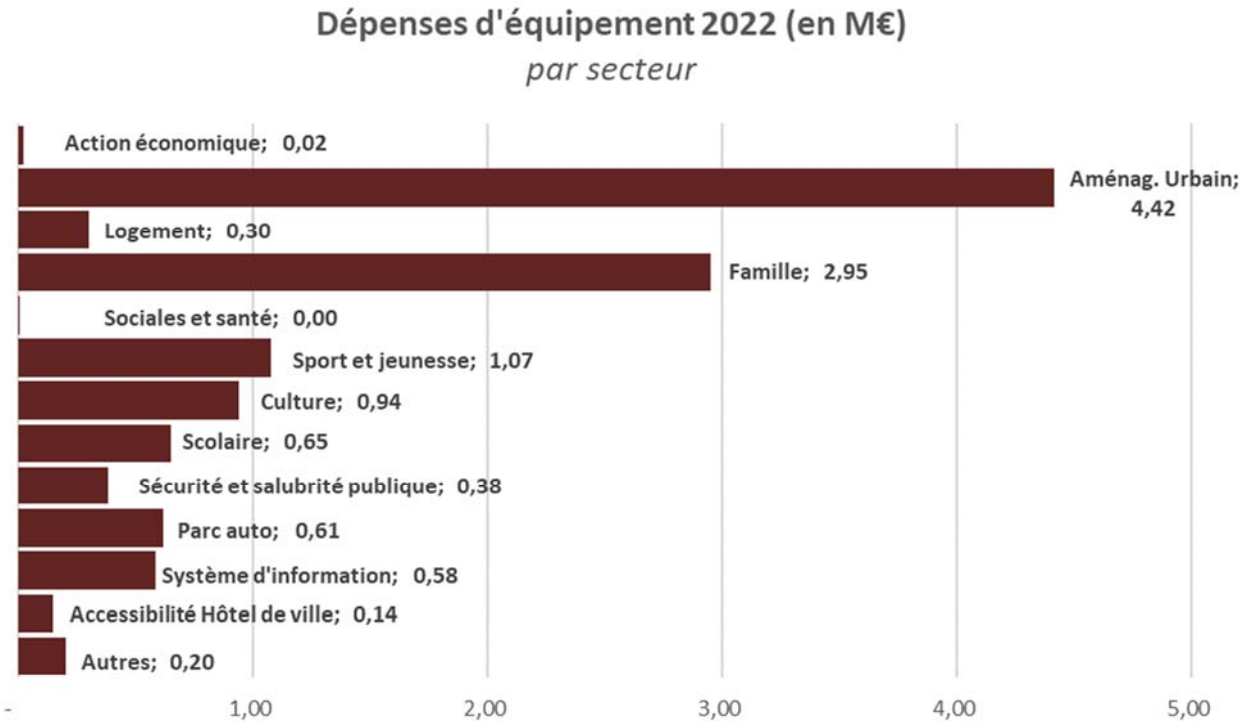


Depuis 2014, la ville investit selon ses capacités, soit une moyenne de 12,72 millions d'euros par an sur les neuf dernières années. Sur cette période, plus de 114 millions d'euros d'investissement ont été réalisé, financés à la fois par l'emprunt pour environ 25%, mais surtout par ses ressources propres pour environ 75%.

Au 31 décembre 2022, l'encours de dette de la commune s'affiche à hauteur de 49,63 millions d'euros. Il était de 30,45 millions d'euros au 1er janvier 2014, soit un endettement de +19,18 millions d'euros entre 2014 et 2022.

	2018	2019	2020	2021	2022
Immobilisations incorporelles (20)	236 171	371 786	357 023	302 080	350 313
Subventions d'équipement (204)	65 476	334 365	257 901	408 082	404 042
Immobilisations corporelles (21-23)	12 652 537	9 612 986	6 591 548	7 982 102	11 517 496
Dépenses d'équipement	**12 954 184**	**10 319 136**	**7 206 472**	**8 692 263**	**12 271 850**

Les dépenses d'équipement réalisées concernent essentiellement des éléments de son patrimoine (immobilisations incorporelles ou corporelles) même si la ville a également versé en 2022 des subventions d'équipement à des tiers pour 0,40 million d'euros.



Les dépenses d'équipement concernent principalement les espaces publics et les aménagements urbains (4,42 millions d'euros) et les équipements de la petites enfance (2,95 millions d'euros).

Principales dépenses réalisées en 2022 :

L'aménagement urbain a mobilisé 4,44 millions d'euros (36%) : 92 k€ pour l'aménagement des rues Hoche et Chefson, 237 k€ pour la réalisation de travaux sur le réseau d'éclairage public, 3,38 M€ pour le réaménagement des rues Victor-Hugo et Général-Leclerc. Aussi, les réfections des voies ont nécessité 85 k€ de crédits, des travaux ont été réalisés dans les parcs et jardins pour 139 k€. 504 k€ ont permis le solde des travaux réalisés par la SNCF pour la déconnexion des voies de chemin de fer de la Coulée Verte.

La petite enfance a bénéficié d'un investissement de 2,95 M€ en 2022 notamment pour la réhabilitation de la crèche A tire d'aile (2,65 M€) et les travaux d'aménagement de la crèche A petits pas (286 k€). Aussi le matériel des crèches a été renouvelé.

La jeunesse et les sports ont également constitué un poste de dépenses significatif avec plus de 1,07 M€ engagés en 2022, représentant près de 9% des dépenses d'équipement. Il s'agissait notamment des travaux d'aménagement du centre de loisirs Elisa-Deroche (971 k€), des études pour la construction du centre de tennis Abbé-Glatz (5 k€) et du gymnase Jean-Jaurès (29 k€) ainsi que divers travaux et renouvellement de matériel dans les équipements sportifs et du service jeunesse (65 k€).

La culture a constitué un poste important de dépenses en 2022 avec 939 k€ d'investissement (8%). Pour l'essentiel, il s'agissait des travaux de rénovation du Chateau des Tourelles et la rénovation de l'orgue de l'église Notre Dame du Bon Secours.

648 k€ ont été investis dans **l'enseignement scolaire**. 469 k€ pour la réalisation de travaux dans les écoles Gramme et Jules-Ferry notamment. 28 k€ ont permis l'acquisition de matériel informatique. Enfin 123 k€ ont permis de poursuivre les opérations de solde des marchés de travaux liés à l'extension de l'école Saint-Exupéry.

La sécurité a mobilisé 383 k€ de dépenses, 195 k€ pour le développement des infrastructures de vidéo protection, 129 k€ pour le financement des investissements de la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris et 59 k€ pour le renouvellement des véhicules de la police municipale.

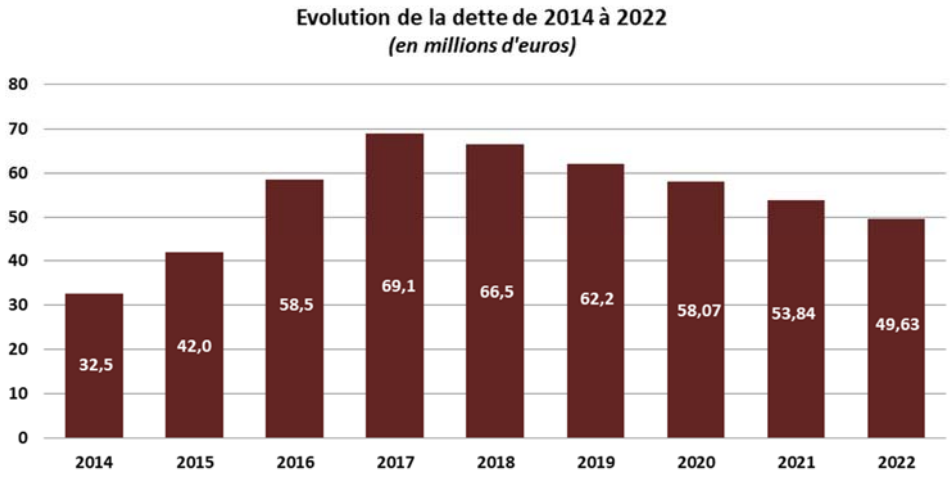
297 k€ ont été investis dans **le secteur locatif**, notamment en faveur du logement social avec le versement de 275 k€ de subvention pour charge foncière à la société d'HLM Hauts-de-Seine Habitat pour l'acquisition de logements situés 20 rue Carnot et 22 k€ ont été consacrés à l'entretien du patrimoine privé de la Commune.

Enfin, 448 k€ ont permis la réalisation de travaux dans **les bâtiments administratifs** notamment pour les travaux d'accessibilité de l'hôtel de ville ou le remplacement des fenêtres de l'immeuble 8 rue Charles-Duflos. 967 k€ ont consacrés au renouvellement des matériels et équipements nécessaires à la modernisation de l'administration. Ainsi, l'acquisition d'un autocar et des véhicules électriques, permettant le renouvellement du parc automobile par des matériels plus respectueux de l'environnement, a été réalisée (532 k€). De plus, des logiciels, des matériels informatiques ont été remplacés afin de sécuriser et moderniser le système informatique de la commune (319 k€). Le remplacement de matériels de bureau et de reprographie ont également été nécessaires pour 111 k€. Par ailleurs, 93 k€ de travaux ont été réalisés au cimetière.

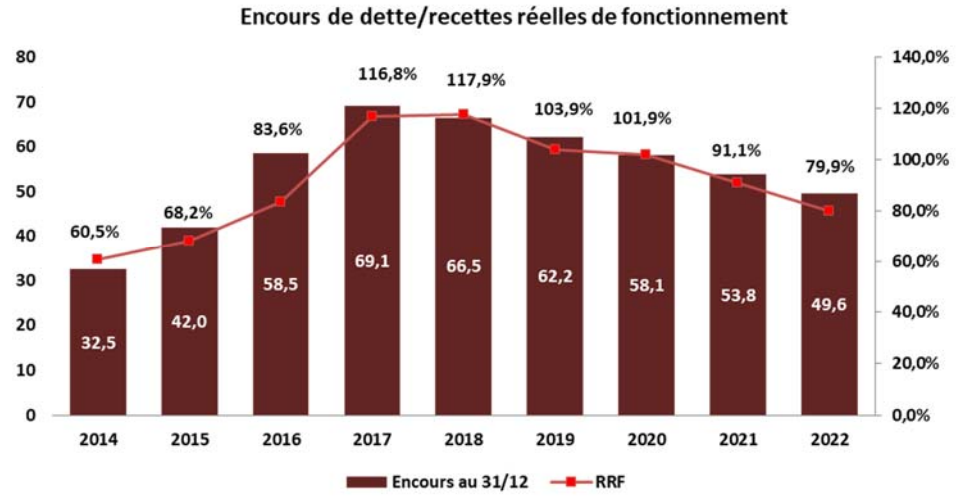
4.1.3 – Le remboursement de la dette

En 2022, la Commune a procédé au remboursement du capital de la dette à hauteur de 4,21 millions d'euros et n'a pas eu recours à l'emprunt pour le financement de ses investissements.

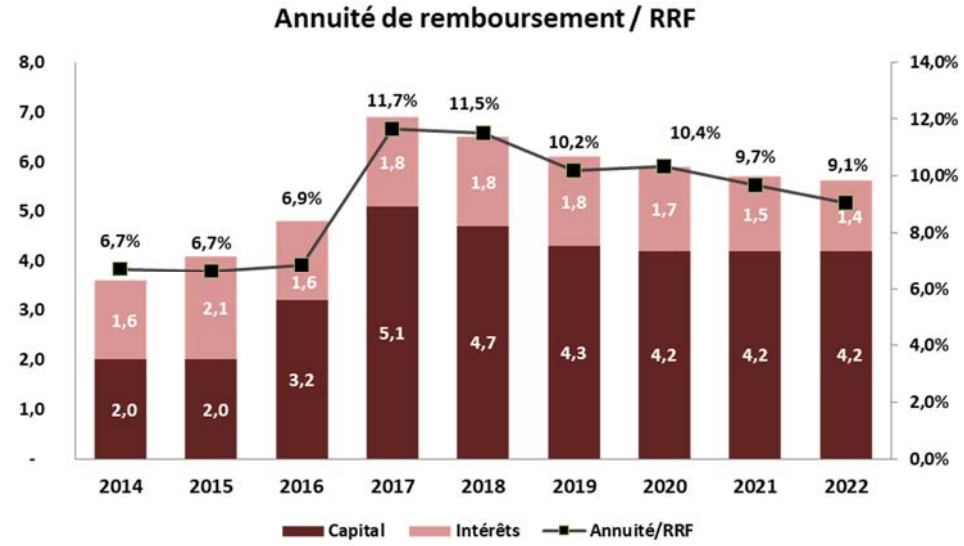
Au 31 décembre 2022, l'encours de dette de la Commune affichait un solde de 49,63 millions d'euros soit 1 730 euros par habitant contre 1 875 euros au terme de l'exercice 2021.



Les graphiques suivants mesurent l'évolution de l'encours de la dette en le comparant au niveau des recettes réelles de fonctionnement (RRF) :



Au terme de l'année 2022, l'encours de dette représente 79,9 % des recettes réelles de fonctionnement contre 91,1 % en 2021.



4.1.4 – Les autres dépenses d'investissement

Les autres dépenses d'investissement (22 972 euros) réalisées en 2022 comprennent :

- 19 528,61 euros d'opérations financières (chapitre 27) matérialisé par des dépôts de garantie notamment pour la propriétés communales situées au 14 rue Mertens et 351 avenue d'Argenteuil (local commercial) ;
- 3 003,78 euros de remboursements de dépôts de garantie (compte 165) versés lors de location de logement ou emplacement de stationnement ;
- Et enfin 439,41 euros de restitution de taxe d'aménagement (chapitre 10).

4.1.5 – Les dépenses d'ordre d'investissement

En 2022, la ville a également procédé à des dépenses d'ordre d'investissement :

- 22 026,21 euros au titre de l'amortissement de subventions perçues ;
- 22 556,32 euros au titre d'écritures comptables relatives aux cessions de patrimoine ;
- Et 81 667,78 euros d'opérations patrimoniales.

4.1.6 – Les restes à réaliser

Au compte administratif 2022, figurent également 6,14 millions d'euros de restes à réaliser composés uniquement de dépenses d'équipement :

RàR dépenses - sur Opérations	3 808 906
Par opération d'investissement	
Ilot Smirlian	1 099
Réhabilitation des crèches	268 960
Foncier Zac PLM	33 456
Vidéoprotection	171 607
Parc Pompidou	274 172
Accueil de loisirs Elisa-Deroche	1 147 279
Extension école Saint-Exupéry	232 676
Coulée verte	50 000
Enfouissement de réseaux	903 429
Château des Tourelles	62 143
Crèche A petits pas	24 161
Réhabilitation Paul Bert	28 560
Parking et Gymnase Jaurès	185 438
Réhabilitation rues V. Hugo et Gl Leclerc	232 117
Centre de tennis A. Glatz	140 772
Hôtel de Ville	53 037

TOTAL RàR dépenses	6 144 557

RàR dépenses - Hors opérations	2 335 651
Par service	
AMENAGEMENT URBAIN	287 718
OPERATIONS NEUVES ET REHABILITATIONS	84 477
CTM	10 540
PARKING DES AUBEPINES	25 363
TRAVAUX DELEGUES	137 019
PARC AUTOMOBILE	114 144
VOIRIE	112 001
ESPACES VERTS	146 849
COMMUNICATION	4 785
INFRASTRUCTURES ET RESEAUX	633 849
MOYENS GENERAUX	41 932
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	107 383
ENFANCE	300
RESTAURATION GARDIENNAGE ET ENTRETIE	80 802
SALLES POLYVALENTES	8 333
ARCHIVES ET PATRIMOINE CULTUREL	448 861
SPORTS	17 604
ENSEIGNEMENT CULTUREL	15 736
FINANCES	32 366
ECONOMIE	17 882
JEUNESSE	1 299
PETITE ENFANCE	6 409

IV.2 – Financement de l'investissement

Les recettes d'investissement constatées au compte administratif 2022 sont arrêtées à 43,34 millions d'euros dont 30,08 millions d'euros de recettes réelles et 13,26 millions d'euros de recettes d'ordre.

4.2.1 – Présentation générale

PRESENTATION COMPTABLE

Chapitre		2018	2019	2020	2021	2022
13	Subventions d'investissement	4 096 522	2 385 064	3 732 402	2 304 208	3 216 865
23	Immobilisations en cours	-		39 819		95 717
Recettes d'équipement		**4 096 522**	**2 385 064**	**3 772 221**	**2 304 208**	**3 312 582**
10	Dot., fonds divers et réserves (hors 1068)	3 334 624	1 728 760	1 776 677	1 318 525	1 413 039
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 800 000	3 050 000	8 490 814	5 517 239	5 988 990
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	2 453 400	213 200	144 500	0	
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 640	1 890	880	1 360	18 550
27	Autres immobilisations financières	300 000				
Recettes financières		**8 889 664**	**4 993 850**	**10 412 870**	**6 837 124**	**7 420 579**
Recettes réelles d'investissement		**12 986 185**	**7 378 914**	**14 185 091**	**9 141 331**	**10 733 162**
040	*Amortissements*	*1 454 182*	*1 482 560*	*1 789 172*	*1 708 219*	*1 719 225*
040	*Cessions d'immobilisations*	*1 992 913*	*280 737*	*621 000*	*1 611 902*	*2 588 443*
041	*Opérations patrimoniales*		*726 327*	*233 538*	*50 358*	*81 668*
Recettes d'ordre d'investissement		***3 447 095***	***2 489 624***	***2 643 710***	***3 370 479***	***4 389 336***
Recettes d'investissement		**16 433 280**	**9 868 537**	**16 828 801**	**12 511 811**	**15 122 497**

PRESENTATION RETRAITEE

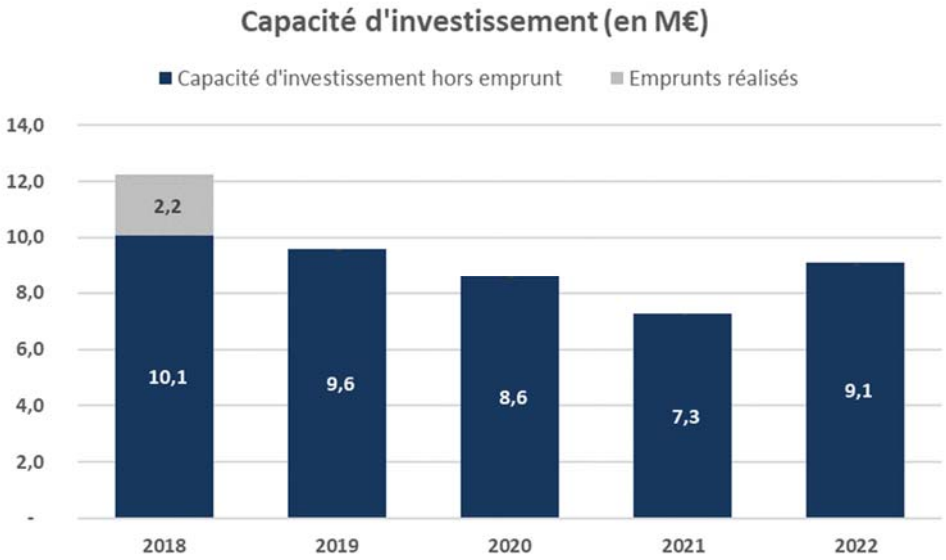
	2018	2019	2020	2021	2022
Subventions d'investissement	4 096 522	2 385 064	3 732 402	2 304 208	3 216 865
FCTVA	3 134 870	1 536 509	1 701 408	1 100 408	1 284 632
Taxe d'aménagement (TAM)	199 754	192 251	75 269	218 117	128 407
Excédents de fonctionnement capitalisés	2 800 000	3 050 000	8 490 814	5 517 239	5 988 990
Cessions d'immobilisations	1 992 913	280 737	621 000	1 611 902	2 588 443
Autres recettes	583 540	215 090	185 199	1 360	114 267
Dotations aux amortissements	1 454 182	1 482 560	1 789 172	1 708 219	1 719 225
Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	2 171 500	-	-	-	-
Recettes d'investissement	**16 433 280**	**9 142 211**	**16 595 263**	**12 461 452**	**15 040 830**

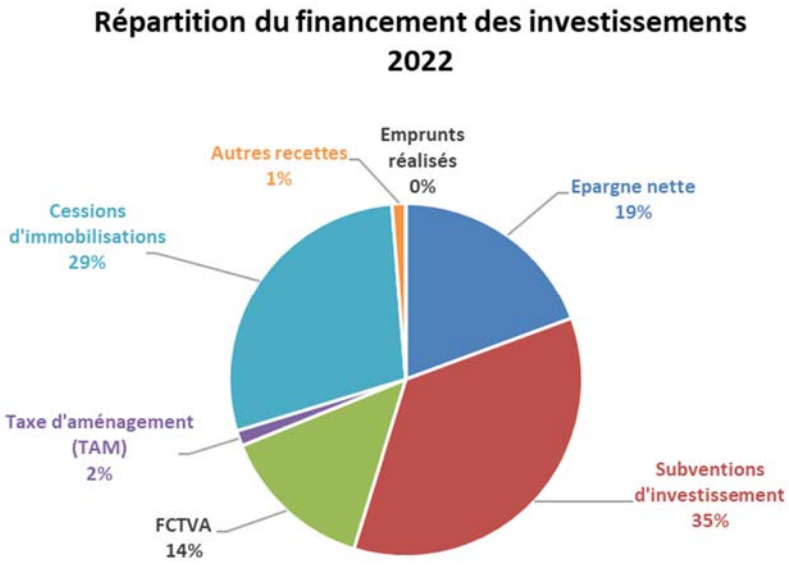
L'analyse du financement des investissements nécessite un retraitement et une analyse particulière. D'une part, parce que prioritairement, ce sont les ressources de fonctionnement et son excédent sur les recettes qui doivent financer les dépenses d'investissement. Ensuite, parce qu'il est fréquent de constater des déficits d'investissement qui sont repris en année n+1 et financés par le compte 1068, ce qui, comptablement, gonfle les dépenses et les recettes d'investissement et nuit à une lecture compréhensible du financement des investissements.

4.2.2 – Le financement des investissements

Hors emprunts nouveaux, la capacité d'investissement de la ville reste à un niveau élevé grace à l'amélioration de l'épargne.

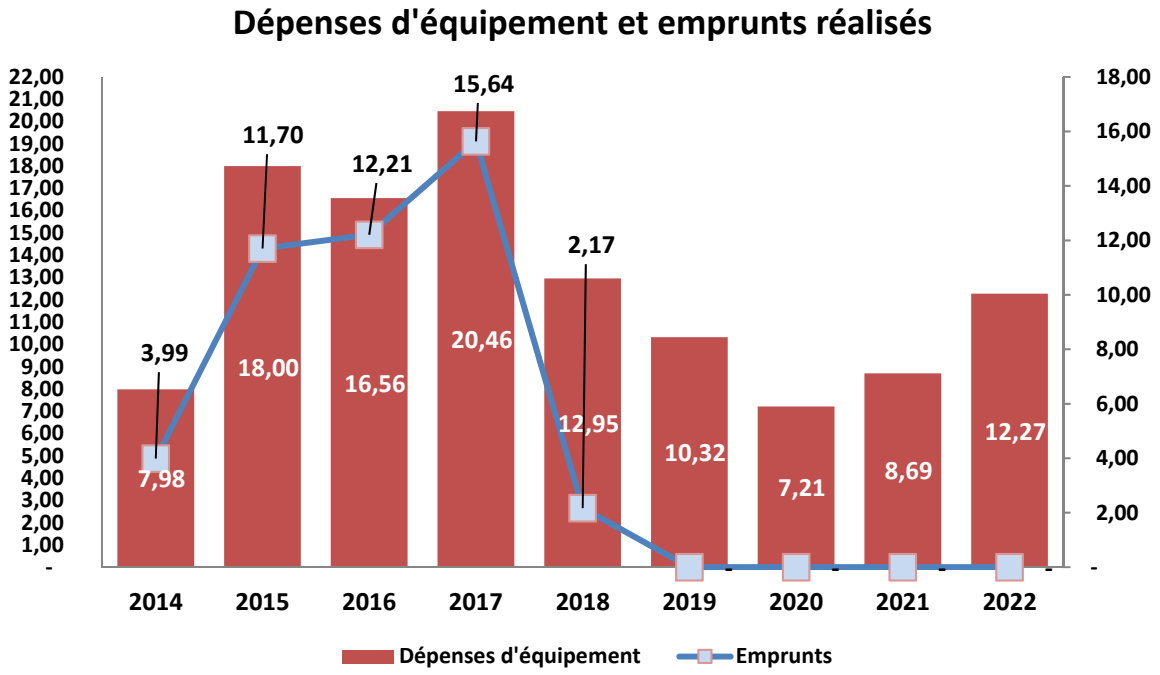
	2018	2019	2020	2021	2022
Epargne nette	**59 609**	**5 002 062**	**2 281 421**	**2 036 596**	**1 762 256**
Subventions d'investissement	4 096 522	2 385 064	3 732 402	2 304 208	3 216 865
FCTVA	3 134 870	1 536 509	1 701 408	1 100 408	1 284 632
Taxe d'aménagement (TAM)	199 754	192 251	75 269	218 117	128 407
Cessions d'immobilisations	1 992 913	280 737	621 000	1 611 902	2 588 443
Autres recettes	583 540	215 090	185 199	1 360	114 267
Ressources d'investissement	**10 007 598**	**4 609 651**	**6 315 277**	**5 235 994**	**7 332 614**
Capacité d'investissement hors emprunt	**10 067 208**	**9 611 713**	**8 596 698**	**7 272 590**	**9 094 870**
Emprunts réalisés	**2 171 500**	**-**	**-**	**-**	**-**





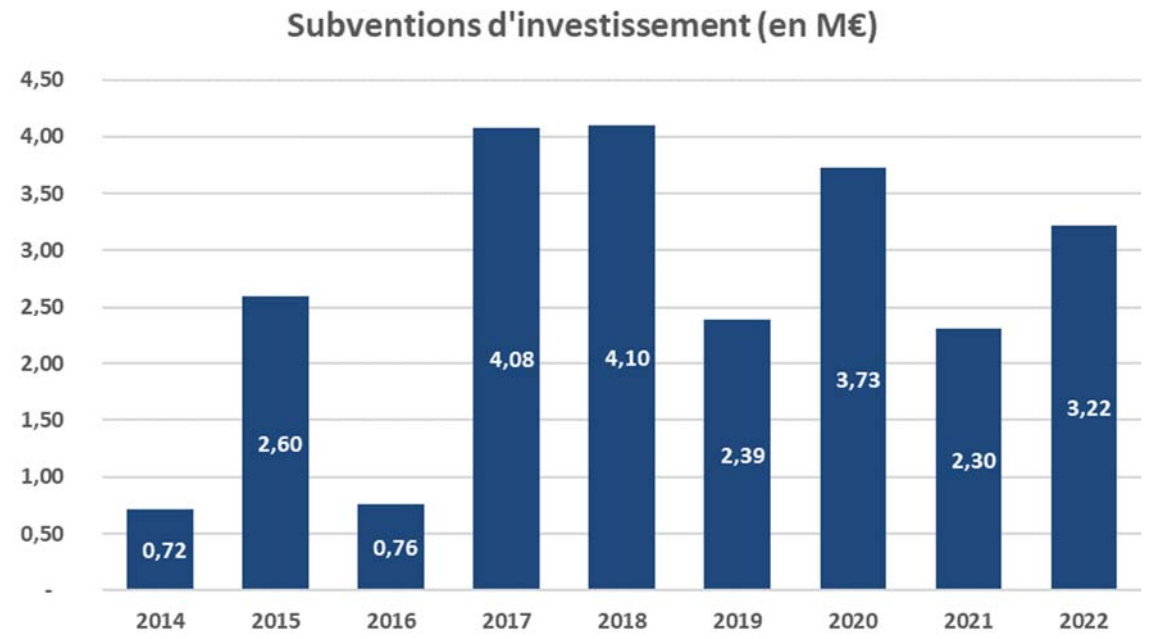
Aucun emprunt n'a été réalisé en 2022 et ce depuis quatre ans. Le financement des investissements a été assuré par le développement de l'épargne nette et les autres ressources d'investissement que sont les subventions perçues (3,22 m€), le remboursement du FCTVA (1,28 m€), la taxe d'aménagement (0,13 m€) ainsi que la réalisation de cessions foncières (2,59 m€).

Le graphique ci-dessous illustre le lien entre niveau d'investissement (dépenses d'équipement réalisées) et l'emprunt. La dépendance à l'emprunt a énormément diminué depuis 2017.



4.2.3 – Les subventions perçues

En 2022, la ville a perçu 3,22 millions d'euros au titre des subventions d'investissement.



Les principales subventions perçues sont les suivantes :

- 1,54 million d'euros du Département des Hauts-de-Seine pour la réhabilitation de la crèche A tire d'aile ;
- 0,50 million d'euros du Département des Hauts-de-Seine pour l'accueil de loisirs Elisa Deroche ;
- 0,40 million d'euros du Département des Hauts-de-Seine pour la réfection des rues Victor-Hugo et Général Leclerc ;
- 0,40 million d'euros pour le centre d'arts du Château des Tourelles, provenant du Département des Hauts-de-Seine pour 0,14 million d'euros, et 0,27 million d'euros de la Métropole du Grand Paris ;
- 82 044 euros du Fonds d'Investissement Métropolitain pour le renouvellement du Parc Auto ;
- 81 316 euros de produit des amendes de police ;
- 76 020 euros du FEDER pour solde de la géotermie du complexe sportif Albert-Smirlian ;
- 44 400 euros proviennent de services de l'Etat pour la dématérialisation et la cybersécurité des systèmes d'informations ;
- 30 564 euros versés par le SIPPEREC pour l'enfouissement des réseaux ;
- 45 127 euros de la Région pour la vidéo protection (22,5 k€), la réhabilitation de l'école Saint-Exupéry (7,4 k€) et la billetterie de la salle Jean-renoir (15,2 K€) ;
- Et enfin, 15 040 euros ont été versés par la Société du Grand Paris pour l'étude de franchissement de la ligne 15.

4.2.4 – Les cessions foncières réalisées

En 2022, la Ville a effectué pour 2,57 millions d'euros de cessions foncières correspondant aux ventes suivantes :

- Un appartement située 5 rue du Général Leclerc pour 118 149 euros ;
- Des parcelles situées dans la zac Pompidou/Le Mignon pour 2,43 millions d'euros ;
- des véhicules remplacés pour 15 227 euros.

Comme l'impose la comptabilité M14, ces cessions ont été enregistrées en recette de fonctionnement au compte 775 - Produits des cessions d'immobilisations. Des opérations d'ordre budgétaire ont été constatées dans cette même section, pour permettre le transfert en section d'investissement (compte 192) des plus ou moins-value de cession.

Ainsi, les opérations de cession 2022 comptabilisaient 2,59 millions d'euros de recettes nettes qui ont contribué au financement des dépenses de la section d'investissement.

4.2.5 – Les autres recettes d'investissement

En 2022, la ville a également perçu 1,28 million d'euros au titre du FCTVA (remboursement de la TVA payée sur les investissements réalisés en 2021) et 128 407 euros au titre de la taxe d'aménagement. 95 717 euros ont été par ailleurs reversés par la SNCF pour la Coulée Verte et 18 550 euros ont été perçus au titre de dépôts et cautionnements.

	2018	2019	2020	2021	2022
FCTVA	3 134 870	1 536 509	1 701 408	1 100 408	1 284 632
Taxe d'aménagement (TAM)	199 754	192 251	75 269	218 117	128 407
Autres recettes	281 900	213 200	144 500	0	114 267
Recettes d'investissement	**3 616 524**	**1 941 960**	**1 921 177**	**1 318 525**	**1 527 306**

4.2.6 – Les restes à réaliser

Au compte administratif 2022, figurent également 7,81 millions d'euros de restes à réaliser à reporter sur l'exercice 2022 répartis comme suit :

RàR recettes - sur Opérations	7 349 877
Réhabilitation de la crèche A tire-d'aile	**988 917**
CD92	665 173
CAF	323 744
Vidéoprotection	**22 194**
Région IDF	22 194
Parc Pompidou	**53 870**
Région IDF	53 870
l'accueil de loisirs Elisa-Deroche	**1 566 515**
CD92	646 515
Bouygues	920 000
Réhabilitation et extension école Saint-Exupéry	**592 290**
Bouygues	592 290
Coulée verte	**487 500**
SNC des Bruyères	487 500
Rue des Bourguignons	**674 322**
Région IDF	71 625
CD92	538 122
STIF	64 575
Tennis Abbé Glatz	**250 000**
CD92	250 000
Château des Tourelles (centre d'Arts)	**61 943**
CD92	61 943
Crèche A petits pas	**360 560**
CD92	360 560
Municipalisation rues Victor-Hugo et Général Leclerc	**2 291 766**
CD92	2 023 715
COLOMBES	215 025
SIPPEREC	53 026

RàR recettes - Hors opérations	465 036
Ligne 15 Grand Paris Express	**100 590**
SGP	100 590
Véhicules électriques	**68 016**
FIM/MGP	65 751
SIPPEREC	2 265
Audits énergétiques	**15 934**
SIGIEF	15 934
Crèche Arc-en-Ciel	**11 876**
CAF	11 876
Orgue Eglise NDBS	**262 100**
CD92	127 500
Région IDF	84 600
ETAT	50 000
Billetterie Salle Jean-Renoir	**6 519**
Région IDF	6 519

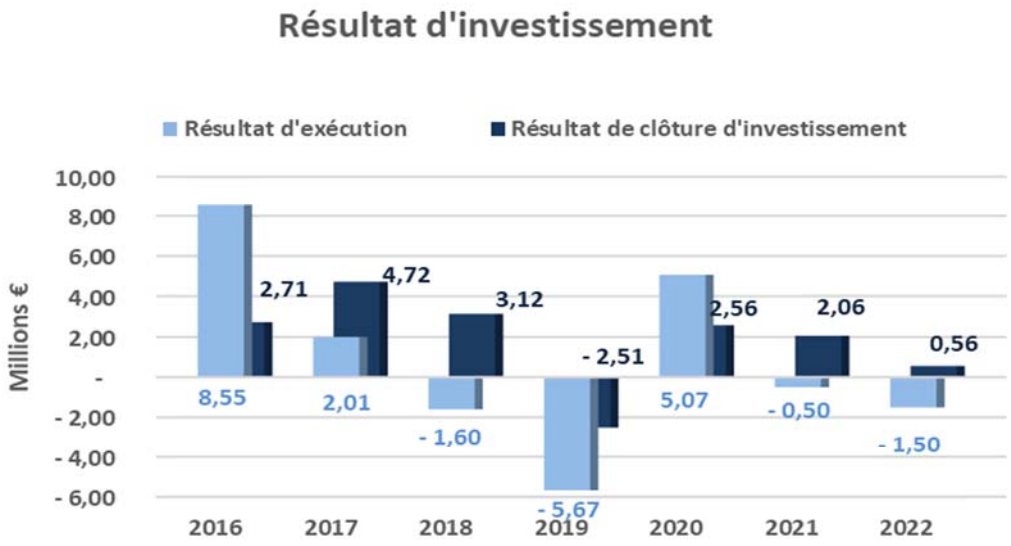
TOTAL RàR recettes	7 814 913

IV.3 – Résultats d'investissement

L'exécution 2022 fait ressortir un déficit d'investissement de 1,50 million d'euros. Le résultat de clôture est porté à +559 645,31 euros si l'on tient compte de l'excédent antérieur reporté de la section de + 2,06 millions d'euros.

RESULTAT D'INVESTISSEMENT

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes d'investissement	50 388 316	27 892 117	16 433 280	9 868 537	16 828 801	12 511 811	15 122 497
Dépenses d'investissement	41 842 693	25 884 725	18 031 768	15 541 254	11 763 157	13 008 862	16 626 078
Résultat d'exécution	**8 545 624**	**2 007 392**	**- 1 598 488**	**- 5 672 717**	**5 065 645**	**- 497 052**	**- 1 503 581**
Résultat n-1 repris	- 5 834 062	2 711 562	4 718 955	3 167 350	- 2 505 367	2 560 278	2 063 226
Résultat de clôture d'investissement	**2 711 562**	**4 718 955**	**3 120 466**	**- 2 505 367**	**2 560 278**	**2 063 226**	**559 645**



Enfin en ajoutant le solde positif des restes à réaliser (+1,67 million d'euros), le résultat cumulé de la section d'investissement est porté à + 2,23 millions d'euros.

V – RESULTAT DE CLOTURE 2022 ET AFFECTATION AU BUDGET 2023

V.1 – Résultats de clôture de l'exercice 2022

Ainsi, le compte administratif de la Commune arrêté au 31 décembre 2022 fait apparaître un résultat cumulé excédentaire de 7 779 588,07 euros, + 5 549 587,50 euros en section de fonctionnement et + 2 230 000,57 euros en section d'investissement. Ce dernier comprend le solde d'exécution de l'année (+ 1 679 006,73 euros), les résultats antérieurs reportés (+ 4 430 226,08 euros) ainsi que les restes-à-réaliser, toutes sections confondues.

	RESULTAT DE L'EXECUTION			RESULTAT DE CLOTURE	
	Mandats émis	Titres émis	Résultat/solde d'exécution	Résultat reporté N-1	Résultat/solde
TOTAL DU BUDGET	**75 583 991,19**	**77 262 997,92**	**1 679 006,73**	**4 430 226,08**	**6 109 232,81**
Fonctionnement	58 957 912,94	62 140 500,44	**3 182 587,50**	2 367 000,00	5 549 587,50
Investissement	16 626 078,25	15 122 497,48	**- 1 503 580,77**	2 063 226,08	559 645,31

	RESTES A REALISER			RESULTAT CUMULE	
	Dépenses	Recettes	Solde	EXCEDENT	DEFICIT
TOTAL DU BUDGET	**6 144 557,34**	**7 814 912,60**	**1 670 355,26**	**7 779 588,07**	**-**
Fonctionnement			-	5 549 587,50	
Investissement	6 144 557,34	7 814 912,60	**1 670 355,26**	2 230 000,57	

V.2 – Affectation du résultat 2022 au budget 2023

Lors de l'adoption du budget primitif 2023 en février dernier, le résultat 2022 de la section de fonctionnement était estimé à 5 552 928,39 euros. Ce dernier a été repris par anticipation au budget primitif 2023 et affecté :

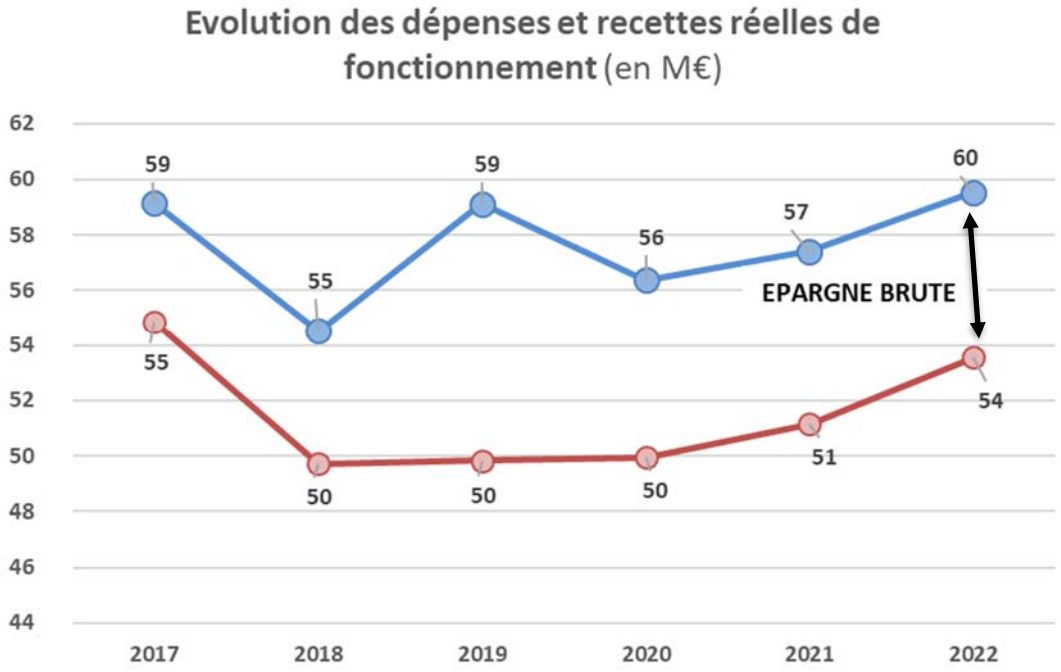
- Au besoin de financement de la section d'investissement à hauteur de 3 185 928,39 euros,
- Au besoin de financement de la section de fonctionnement à hauteur du solde soit 2 367 000,00 euros.

Le résultat 2022 définitif de la section de fonctionnement présente 3 340,89 euros d'excédent de moins que celui affecté en section d'investissement 2023. La modification des inscriptions budgétaires nécessaires sera proposée lors de la prochaine modification du budget primitif 2023.

L'excédent de clôture définitif de la section d'investissement est de 559 645,31 euros. Soit un montant identique à celui repris par anticipation au budget primitif 2023.

VI – EPARGNE BRUTE ET NETTE

En matière d'analyse financière, les concepts d'épargne brute et nette sont des indicateurs clés pour apprécier la santé financière d'une collectivité.



VI.1 L'épargne brute

L'épargne brute traduit la différence entre les recettes réelles de fonctionnement (hors produits des cessions) et les dépenses. Elle mesure à la fois les marges de manoeuvre de la collectivité et sa capacité à investir. L'épargne brute est donc affectée à la couverture des dépenses d'investissement et au remboursement de la dette (laquelle ayant servi à investir).

Hors cessions (775)	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dépenses réelles de fonctionnement	54 846 914	49 724 338	49 834 359	49 946 966	51 141 534	53 562 769
Recettes réelles de fonctionnement	59 144 314	54 513 812	59 111 841	56 380 175	57 415 488	59 530 031
EPARGNE BRUTE (CAF)	**4 297 400**	**4 789 475**	**9 277 483**	**6 433 210**	**6 273 954**	**5 967 262**
Taux d'épargne brute	***7%***	***9%***	***16%***	***11%***	***11%***	***10%***

Epargne brute 2022 : 6 millions d'euros

Soit 10% des recettes de fonctionnement

Le niveau d'épargne brute s'est nettement amélioré depuis et se stabilise au alentour de 10% des recettes de fonctionnement, soit le seuil généralement conseillé. Cela souligne la nette amélioration de la santé financière de la ville.

VI. L'épargne nette ou capacité d'autofinancement

L'épargne nette ou capacité d'autofinancement mesure la capacité d'une collectivité à investir après avoir remboursé ses échéances annuelles de dette.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Epargne brute	4 297 400	4 789 475	9 277 483	6 433 210	6 273 954	5 967 262
Remboursement de la dette	5 053 701	4 729 865	4 275 421	4 151 789	4 237 359	4 205 006
EPARGNE NETTE	**- 756 301**	**59 609**	**5 002 062**	**2 281 421**	**2 036 596**	**1 762 256**

L'épargne nette s'est nettement améliorée depuis 2017. Pour la cinquième année consécutive, l'épargne brute couvre intégralement le remboursement de la dette. L'épargne nette est donc positive. Elle devra encore s'améliorer pour aborder la nouvelle phase d'investissement à venir sans dégrader la situation financière de la commune.

VII – LA DETTE

En 2022, la Ville a poursuivi son désendettement avec 4,21 millions d'euros de capital remboursé et 0 euros d'emprunt nouveau.

VII.1 Encours de dette au 31 décembre 2022

L'encours de dette au 31 décembre 2022 s'élevait à 49,63 millions d'euros (contre 53,84 millions d'euros en 202) à un taux moyen de 2,84%.

Synthèse de la dette au 31/12/2022

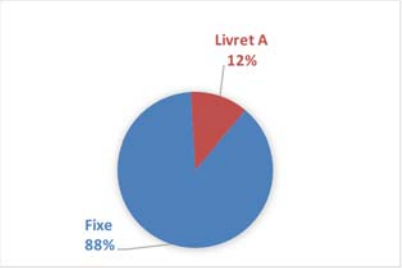
Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre d'emprunt
49 630 612 €	2,84%	12 ans et 6 mois	6 ans et 5 mois	19

VII.2 Structure de la dette

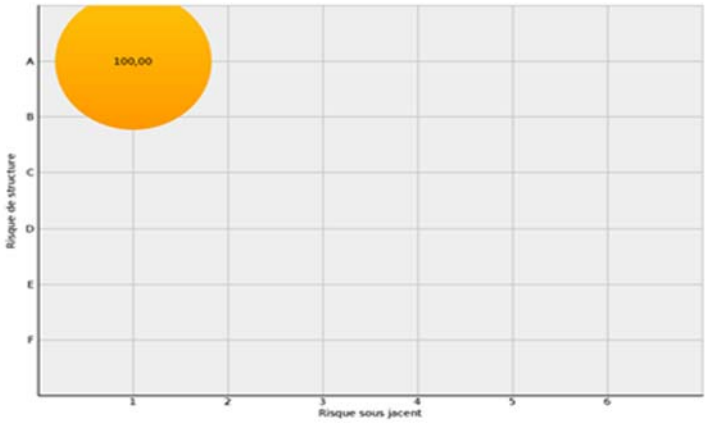
7.2.1 – Peu ou pas de risque - Dette par type de taux

L'encours de dette est entièrement sécurisé en taux fixe ou indexé sur le livret A.

Type	Encours au 31/12/2022	% d'exposition	Taux moyen (Annuel)
Fixe	43 404 075 €	87,45%	2,89%
Livret A	6 226 538 €	12,55%	2,51%
Ensemble des risques	49 630 612 €	100,00%	2,84%

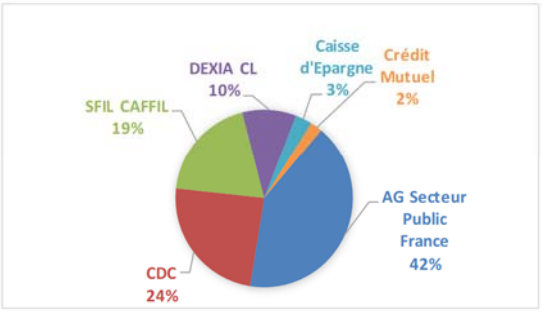


7.2.2 – Annuité de remboursement 2022



7.2.3 – La dette par prêteur

Prêteur	CRD	% du CRD
AG Secteur Public France	20 599 599 €	41,51%
CDC	12 301 666 €	24,79%
SFIL CAFFIL	9 572 257 €	19,29%
DEXIA CL	4 693 359 €	9,46%
Caisse d'Epargne	1 412 000 €	2,85%
Crédit Mutuel	1 051 732 €	2,12%
Ensemble des prêteurs	**49 630 612 €**	**100,00%**



7.2.4 – Annuité de remboursement 2022

2022	Brut	Remb. Fonds de soutien	Net
Capital	4 205 006		4 205 006
Intérêts	1 424 896	600 900	823 995
Annuité de remboursement	**5 629 902**	**600 900**	**5 029 002**

En 2022, 5,63 millions d'euros ont été nécessaire pour faire face aux dépenses liées au remboursement de la dette, 4,21 millions d'euros pour le capital et 1,42 million d'euros pour les intérêts.

Sur les 1,42 million d'euros d'intérêts payés, le Fonds de soutien rembourse 0,6 million d'euros (cf. chapitre 76). Soit une charge d'intérêts nette de 0,82 million d'euros.

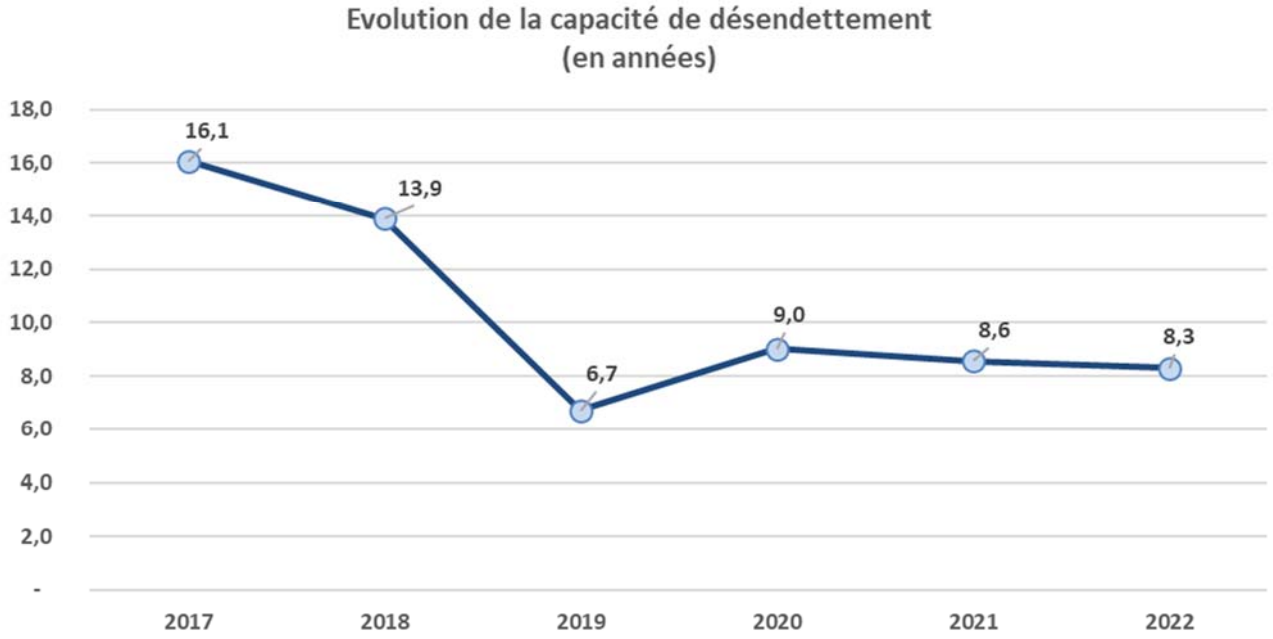
En tenant compte du remboursement du Fonds de soutien, le taux moyen de l'encours est en réalité de l'ordre de 1,53%.

VII.3 Ratios d'endettement

La capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) est un indicateur de solvabilité. La collectivité est-elle en capacité de rembourser sa dette. Ce ratio indique le nombre d'années qu'il serait nécessaire à la collectivité pour rembourser l'intégralité de son encours de dette, en supposant qu'elle y consacre toutes ses ressources disponibles. Il est généralement admis qu'un ratio de désendettement de 10 à 12 ans est acceptable, et qu'au-delà de 15 ans la situation devient dangereuse.

Compte tenu de sa capacité d'autofinancement en 2022 (6 millions d'euros), la ville mettrait 8,3 ans (contre 8,6 ans au 31 décembre 2021) pour rembourser ses 49,63 millions d'euros d'encours de dette au 31 décembre 2022.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Encours de dette	69 058 552	66 500 187	62 315 198	58 072 977	53 835 618	49 630 612
Epargne brute	4 297 400	4 789 475	9 277 483	6 433 210	6 273 954	5 967 262
Capacité de désendettement *	**16,1**	**13,9**	**6,7**	**9,0**	**8,6**	**8,3**



Capacité de désendettement 2022 : 8,3 ans